

ions dans la Pologne entière se répand de plus en plus. Le Gouvernement autrichien qui considérait à envoyer les régiments polonais en Allemagne, et en Pologne les régiments allemands. De nouvelles arrestations ont eu lieu en Pologne; les régiments allemands ne seront pas, dit-on, très satisfaits de la mesure.

— Les dernières nouvelles d'Italie sont du 6 janvier. A cette date, la guerre continuait toujours entre l'ancienne partie française et la partie espagnole. Dans une lettre adressée au consul général de France, le président Pierrat a cherché à justifier l'expulsion du sieur Dubrac, sujet et agent consulaire provisoire de France. « M. Dubrac, convaincu d'avoir tenté d'exciter la guerre entre les noirs et les maîtres, avait, dit le président, été condamné à mort; mais la peine capitale avait été commuée en celle de l'expulsion. Mais à la surprise générale, le sieur Dubrac revint sur le territoire haïtien, au moyen d'un sauf-conduit que lui avait délivré le ministre de la guerre, trompé par un autre citoyen français qui portera la responsabilité de cette supercherie. » Cette explication est loin d'être claire, et l'on conçoit difficilement que le président Pierrat espère, à l'aide de ces pauvretés, se dispenser de la juste réparation qu'il doit à la dignité de la France, blessée dans la personne d'un de ses agents.

— La commission du budget s'est vivement préoccupée de la situation de la magistrature de première instance. C'est sur ses observations que M. le garde des sceaux a demandé un nouveau crédit dans le but de faire disparaître la trop grande inégalité qui existait entre les traitements des membres des diverses classes de tribunaux, et de les fixer d'une manière plus conforme aux besoins de la vie et à la dignité du corps de la magistrature. La commission, hautement pénétrée de ces sentiments, a examiné avec soin le nouveau projet de loi et l'a modifié en quelques fixations.

— Une correspondance particulière adressée de la Vera-Cruz, 1^{er} janvier, au Standard de Londres, et postérieure de trois semaines aux derniers avis publiés relativement au Mexique, annonce qu'une nouvelle révolution a éclaté dans ce malheureux pays: San-Luis de Potosi, Tampico et la Vera-Cruz elle-même se sont prononcés presque simultanément contre le gouvernement actuel et en faveur de Paredes, qui n'avait désavoué ses projets d'insurrection que pour mieux cacher son jeu et pour endormir la vigilance de ses adversaires. On ne doute pas que le reste du pays ne suive l'exemple donné par les villes importantes que nous venons de désigner; et le 1^{er} janvier on savait à la Vera-Cruz que Paredes, à la tête d'une forte division, se trouvait à deux lieues de Mexico prêt à y faire son entrée. Sa marche sur la capitale n'avait été inquiétée que par quelques escarmouches insignifiantes, et la révolution s'était accomplie presque sans effusion de sang.

— Un immense viaduc construit en Angleterre, à deux milles environ d'Asford, à Milton-Clapton, sur le chemin de fer de South-Eastern, s'est écroulé le 29 janvier dernier. Ce viaduc consistait en trois arches principales soutenues par plusieurs petites arches placées entre les grandes. La nature du sol et l'état marécageux du pays avaient fait craindre depuis quelque temps un accident. Des précautions avaient immédiatement été prises: on élançonnait tous les travaux, et quelques ouvriers étaient occupés à élayer les voûtes lorsque les arches intérieures s'écroulèrent. Trois personnes ont été ensevelies sous les décombres. L'une a été retirée morte, les deux autres n'ont été blessées que légèrement.

— Vingt-cinq bâtiments à vapeur, en bois ou en fer, se construisent, en ce moment, en Angleterre, pour le service de la flotte de guerre; il y en a quinze qui auront l'éclat pour propulseur. Un des bâtiments en fer, le plus grand, le Simoon, est de 780 chevaux; il est à hélice. La frégate le Sidon aura des roues à aubes; elle est en bois et de 600 chevaux. L'amirauté anglaise a commandé en outre des hélices pour quatre vaisseaux rases et quatre frégates d'une force totale de 8,200 chevaux. Ces derniers bâtiments sont spécialement destinés à la défense de la côte.

— On lit dans l'Echo agricole: Après bien des recherches et de grands sacrifices, M. Quentin-Durand, faubourg St-Denis, 189, à Paris, est parvenu à établir un crible au moyen duquel on fait perdre aux grains la mauvaise odeur qu'ils exhalent quelquefois: on évalue à 500 hectolitres la quantité d'avoine que l'on peut cribler dans cet instrument, en une journée, en y mettant de l'activité.

— Les nouvelles de Beyruth continuent d'être de plus

en plus favorables, et tout porte à espérer que la question de Syrie se terminera sans causer de nouveaux embarras au Divan et à la diplomatie.

Le dernier mémorandum de la Porte, prouve qu'une entente parfaite existe entre le gouvernement de Sa Hautesse et les cinq puissances, sur les mesures les plus propres à pacifier le Liban, et les nouvelles de Beyruth indiquent que les derniers ordres de la Porte y sont strictement exécutés. Ainsi, à la suite des réclamations provoquées par les actes de violence qui ont accompagné le désarmement, la Porte avait ordonné une enquête et envoyé, à Beyruth, le général d'artillerie Solim pacha pour la poursuivre. Ce fonctionnaire s'est acquitté de sa mission avec autant de zèle que d'intelligence. Les officiers coupables de négligence ou de mauvais vouloir ont été punis et rendus civilement responsables des actes de malversation, d'exaction ou de rapine commis par les soldats placés sous leurs ordres. Le couvent de Gazir avait été pillé par un détachement de troupes régulières; après une enquête sévère et impartiale, les coupables ont été punis et une somme de 35 mille piastres prélevée sur la caisse des officiers de ce corps a été remise aux prêtres du couvent, à titre d'indemnité. Ces mesures de réparation ont produit le meilleur effet dans la montagne.

Aujourd'hui, Chékib effendi s'occupe de la délimitation du Liban, de manière à éviter tous conflits d'autorité entre les deux calmaras Maronite et Druse. A la suite des dépêches qui leur avaient été adressées sur ce sujet, par leurs consuls respectifs, les représentants des cinq Puissances se sont concertés cette semaine et ont fait hier à la Porte une communication identique. S. Exc. le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il la prendrait en sérieuse considération; que le nouveau commissaire, Emir pacha, se transporterait sur les lieux et que ce point important serait réglé par ses soins d'une façon équitable.

— Le navire le Catarqui, qui était chargé d'émigrans, s'est totalement perdu sur la côte de King's Island. Les détails de ce funeste événement ont été donnés par le premier contre-maître du navire, M. Garterie, qui, avec huit de ses compagnons, est parvenu à gagner le bord dans un état de nudité absolue.

Le Catarqui, capitaine Finley, était parti de Liverpool le 20 avril, avec 369 émigrans et un équipage de 46 personnes. Le 4 août, à 4 heures 1/4 du matin, le vaisseau, assailli au milieu d'une obscurité complète et d'une pluie abondante, par un violent orage et des vagues hautes comme des montagnes, toucha contre un écueil situé sur la côte occidentale de l'île du Roi, à l'entrée du détroit de Bass. Immédiatement, il se fit une voie d'eau, et l'on eut 4 pieds d'eau dans la cale. La scène de confusion et de désespoir qui eut lieu ne saurait se décrire. Vers 5 heures, le vaisseau s'inclina à bâbord, et le pont se trouva littéralement couvert d'eau. On tenta, mais vainement, de relever le navire. Lorsque le jour arriva, de nombreux cadavres flottaient sur la mer, autour du navire, ou jetés sur les rochers.

Vers 4 heures de l'après-midi, le Catarqui se fendit par le milieu, et aussitôt 80 à 100 personnes furent entraînés dans le gouffre, que fermèrent les vagues; les restes du pont commencèrent alors à se dissoluer. La fureur de la mer ne diminuait pas, et sur les 5 heures, tous les agrès d'avant furent emportés, et il y eut dans ce moment un si grand nombre d'hommes noyés, qu'il ne resta plus que 70 individus vivans qui s'entassèrent sur le gaillard d'avant et s'accrochèrent à la carcasse du navire. La mer continua de déferler sur eux, les vents de mugir, et la pluie de tomber à flots toute la nuit. Au matin, il ne restait plus que trente personnes en vie; le capitaine tâcha de gagner le rivage, mais il n'en put venir à bout, et il fut obligé de regagner le navire. Les amarres ne pouvaient donner au petit nombre d'hommes qui vivaient encore la moindre chance de se sauver. M. Thomas Garterie, premier contre-maître, après avoir vu périr le capitaine et le second contre-maître, plaça une planche sous ses bras, se lança à la mer, franchit l'écueil, et réussit à gagner la côte, où il trouva un passager qui avait réussi à se sauver pendant la nuit; 7 matelots parvinrent encore à se sauver, et presque immédiatement après, le vaisseau disparut complètement. Ainsi, sur 423 personnes, 414 périrent.

RHUMES. Depuis longtemps l'usage de la PATHE du SIROP de NAFÉ est populaire en France et à l'étranger. La réputation dont jouissent ces sirops pour leur puissante efficacité, et sur les recommandations des professeurs de la faculté de médecine, qui

Pour paraître incessamment.

DANTE ALIGHIERI

DRAMMA

DIVISO IN DUE PARTI, E SETTE EPOCHE

DEL DOTTOR

AGAMENNONE ZAPPOLI,

Belle primier Compagnie Italiana rappresentando e replicando per molte sere in Toscana negli anni 1842, 44 e 46 in sole cinque epoche; ed ora, per l'aggiunta d'altre due che completano l'intera vita di Dante, diviso in due parti e dramma da rappresentarsi in due sere.

TEATRO DI BASTIA.

Per sabbato 21 Febbrajo 1846.

Una Società d'Amatori gentilmente si presta a riprodurre a beneficio dell'Ospizio Civile, il Drama scritto appositamente in Bastia dal Dottor AGAMENNONE ZAPPOLI, intitolato:

IL

GENERAL GAFFORI

OSSIA

LA LIBERAZIONE DELLA CORSICA.

Fatto accaduto nel 1745.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

LIVOURNE 13 févr. mistick français Assomption, de 29 tx, c. Stretti, blé.

LIVOURNE 13 id. bœuf français Conception, de 22 tx, c. Dapelo, blé.

LIVOURNE 13 id. bat. à vap. français Letizia, de 74 tx, c. Lota, blé.

LIVOURNE 14 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, blé.

NAPLES 16 id. balancelle sicilien St-François, de 42 tx, c. Palomba, en lest.

LIVOURNE 18 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses et passagers.

MARSEILLE 18 id. paquebot français Napoléon, de 120 ch. c. de Cuers, lieutenant de vais. dépêches.

Du Cap-Corse et de la Plage 7 bâtiments chargés de vin.

DÉPARTS.

LIVOURNE 12 févr. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, en lest.

MARSEILLE 13 id. paquebot français Ajaccio, de 120 ch. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches.

MARSEILLE 14 id. brick-golette français St-Antoine, de 48 tx, c. Mecolin, fonte en fer.

LIVOURNE 14 id. mistick français St-Vincent-Ferrari, de 30 tx, c. Battistini, en lest.

LIVOURNE 14 id. mistick français Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

MARSEILLE 15 id. bat. à vap. français Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.

LIVOURNE 16 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses.

LIVOURNE 17 id. golette français St-Joseph, de 38 tx, c. Alessandri, en lest.

RIO 17 id. brick-golette français Conception, de 60 tx, c. Ersi, en lest.

AJACCIO 19 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses et passagers.

An Cap-Corse et à la Plage 5 bâtiments chargés de blé, farine, etc.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'Abonnement pour la Corse: Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

LA VOIRIE VICINALE EN CORSE.

(Suite).

Nos chemins vicinaux classés sont au nombre de 1,779, ayant un parcours de 4,155 kilomètres. Ces chemins, dans tout leur parcours, si on en déduit une quarantaine de kilomètres tout au plus, sont à l'état de lacune c'est-à-dire qu'ils sont d'un accès difficile pour les bêtes de somme, et tout-à-fait inaccessibles aux voitures. Chaque commune se trouverait donc dans l'obligation de confectionner, terme moyen, quinze kilomètres de chemin ou à peu près: ce qui est au-dessus des forces isolément prises, des populations des communes les plus considérables du département.

La nécessité de réduire le nombre des lignes et de se borner à mettre en bon état celles qui peuvent faciliter les développements de l'industrie agricole, et qui offriront des débouchés à notre petit commerce, n'est plus un problème pour personne.

Ce que nous demandons, au nom des intérêts les plus chers du pays, c'est que, avant de faire donner le premier coup de pioche, M. le préfet s'assure que les travaux qu'on va exécuter ne seront pas perdus, et qu'ils porteront en conséquence sur les lignes susceptibles d'un développement successif. Il peut, au besoin, reculer de quelques mois l'époque d'ouverture des travaux. Chacune de ces lignes, résultant de la jonction des chemins de plusieurs communes, devrait avoir son point de départ ou son aboutissant à une route royale, et devrait être dirigée de manière à pouvoir s'embrancher plus tard avec une ligne de son espèce. L'on ne peut entrer dans ce système, le seul qui puisse nous assurer les bienfaits promis par la loi du 21 mai, qu'en obligeant les communes à s'occuper d'une ou deux lignes tout au plus, et en réglant les choses de manière que les communes aillent à la rencontre l'une de l'autre. Des exemples serviront à faire mieux comprendre notre pensée. Au lieu de laisser à la commune de Vescovato le choix d'employer ses prestations dans la direction de Venzolasca, on devrait l'obliger à se diriger sur Loreto, et la commune de Loreto devrait être obligée à se diriger sur Vescovato ou vers la commune d'Olmo, Olmo vers Monte, Monte vers Penta de Casacconi, Penta vers Ortiporio et Ortiporio contrainte d'aller à la rencontre d'une autre commune, sans jamais s'écarter du plan tracé d'avance. Ce que nous demandons pour ces communes est, à peu d'exceptions près,

(1) Une faute d'impression a rendu presque inintelligible la fin du premier article que nous avons publié sur l'importante question des chemins vicinaux. Au lieu de, au moyen d'une ligne partant de Bionica, passant par Borgo, Luciana, Pignale et se terminant à Venzolasca, il fallait au moyen d'une seule ligne partant de Bionica, etc. Nos lecteurs, qui connaissent le pays, auront facilement corrigé cette erreur.

applicable à toutes celles du département. Par ce système toutes les communes de la Balagne pourraient, dans l'espace de cinq ou six ans, être embranchées avec les deux routes royales, qui traversent cette belle province. Nous connaissons aussi dans l'arrondissement de Corte, un grand nombre de communes, qui dans une égale période de temps, pourraient jouir d'un semblable bienfait. Ce sont d'abord les communes du canton de Serraggio, puis Castirla, Soveria, Castiglione, Popolasca, Prato, le canton de Serrano, celui de Piedicorte et une foule d'autres localités, que nous n'avons pas besoin de nommer.

Nous ne nous dissimulons pas que, quoique le plan que nous venons de tracer puisse satisfaire les intérêts des masses, son utilité et son importance peuvent être méconnues. Nous croyons même qu'il avorterait entièrement, si on devait le livrer à l'appréciation des communes, car la plupart d'entre elles ne se préoccupent, en aucune manière, de l'intérêt général, et moins encore de l'avenir du pays.

Une expérience de neuf années a prouvé combien est funeste, ou pour le moins stérile, l'intervention directe et surtout l'initiative de l'autorité municipale dans la direction d'une ligne quelconque de chemins vicinaux; nous croyons même que la loi ne l'a pas voulu, mais nous avouerons que, jusqu'à présent, les maires sont autorisés à penser qu'eux seuls ont le droit de désigner la ligne vicinale, sur laquelle doivent être employées les prestations, et qu'il est dans les principes d'une bonne administration de répartir, chaque année, les prestations sur toutes les lignes de sa commune. Ce qui équivaut, selon nous, à vouloir faire le travail de Pénélope.

Les prétentions des maires et des conseils municipaux s'étaient de l'article 17 du règlement préfectoral du 22 mars 1837, portant:

« Le maire fera visiter de nouveau les chemins, désignés dans la session de mai, dressés ou fera dresser un devis sommaire des réparations et répartira les journées à faire sur chacun de ses chemins, en ayant égard aux besoins et au nombre des journées dont il pourra disposer. »

Cet article nous semble virtuellement abrogé par les mesures, qui ont été prises pendant ces dernières années: il serait pourtant utile qu'il fût abrogé d'une manière formelle. On le peut et on le doit, selon nous, et ce avec d'autant plus de raison, que si l'on étudie l'ensemble de la législation sur la matière, on ne peut se refuser de reconnaître, que le législateur a constitué les préfets juges de l'utilité et de l'opportunité des mesures à employer pour ouvrir, réparer et entretenir en bon état les voies de communication qui, toutes d'une manière plus ou moins directe, intéressent le département. Il les a armés de tout le pouvoir nécessaire pour contraindre les communes à entrer dans les voies d'amélioration et de progrès, qui leur étaient

ouvertes. Il faut convenir, que ces dispositions coercitives étaient commandées par une impérieuse nécessité, et que, si elles ne sont pas appliquées lorsque la circonstance l'exige, les résultats seront toujours nuls en Corse. En effet, les gouvernements qui ont précédé celui de juillet avaient senti le besoin d'entretenir et d'améliorer les voies de communication. Nous en avons la preuve dans le titre 1^{er} section 6^e de la loi du 6 octobre 1791; l'arrêté directorial du 23 messidor an V; le décret du 4 thermidor an X; la loi du 9 ventôse an XIII et enfin la loi du 28 juillet 1824. Si ces diverses lois n'ont jamais été exécutées d'une manière suivie et régulière en Corse, si, avant 1836 et même à présent, nos chemins sont toujours des sentiers étroits, tortueux, encaissés au milieu des rochers et Lordes de précipices, c'est parce qu'on a laissé trop de latitude aux communes. Nous sommes entrés dans ces détails pour prouver, que l'administration départementale doit, dans des vues qui ne peuvent être suspectes, faire usage de tous les pouvoirs que la loi lui confère pour faire concorder la plupart des communes dans un système de viabilité qui, dans l'avenir, puisse les relier entre elles. Il importe que l'on connaisse quels sont ces pouvoirs, afin que celles des communes qui se croiraient gênées par eux apprennent à s'y soumettre et ne se croient pas victimes de l'arbitraire administratif: il y aurait encore à cela un autre avantage, c'est que les citoyens éclairés, qui auraient la philanthropique inspiration de contribuer de toutes leurs forces à l'œuvre de civilisation et de progrès que l'administration devrait entreprendre, pourraient le faire avec d'autant plus d'empressement qu'ils pourraient mieux compter sur l'appui de la loi et sur celui de l'autorité supérieure. Ces pouvoirs résultent d'abord de l'article 5 de la loi du 21 mai, qui donne aux préfets la faculté d'imposer d'office les trois journées de prestations et les cinq centimes additionnels, à celles des communes qui auraient refusé ces votes. Il est important de constater que jusqu'ici l'administration ne s'est abstenue de faire usage de la faculté qui lui est accordée par cet article, qu'à l'égard des deux villes d'Ajaccio et de Bastia, et que le nombre des communes, refusant ou négligeant de voter les trois journées de prestation, considérable d'abord, est allé toujours en diminuant, de manière qu'il n'était plus que de vingt-quatre à la fin de l'année dernière. Ce fait prouve d'une part que nous commençons à connaître nos véritables intérêts et de l'autre que l'administration exerce une grande influence en Corse: c'est-à-dire qu'elle finit à la longue par faire accepter ses vues et même ses opinions lorsqu'elles sont dictées par l'amour du pays, et qu'elles portent l'empreinte de l'impartialité et de la justice. Le moment ne paraît-il pas être plus opportun pour poser la base de ce système de moyenne communication, le

ions dans la Pologne entière se répand de plus en plus. Le Gouvernement autrichien qui consiste à envoyer les régiments polonais en Allemagne, et en Pologne les régiments allemands. De nouvelles arrestations ont eu lieu en Pologne; les régiments allemands ne seront pas, dit-on, très satisfaits de la mesure.

— Les dernières nouvelles d'Italie sont du 6 janvier. A cette date, la guerre continuait toujours entre l'ancienne partie française et la partie espagnole. Dans une lettre adressée au consul général de France, le président Pierrot a cherché à justifier l'expulsion du sieur Dubrac, sujet et agent consulaire provisoire de France. « M. Dubrac, convaincu d'avoir tenté d'exciter la guerre entre les noirs et les maîtres, avait, dit le président, été condamné à mort; la peine capitale avait été commuée en celle de l'expulsion. Mais à la surprise générale, le sieur Dubrac revint sur le territoire italien, au moyen d'un sauf-conduit que lui avait délivré le ministre de la guerre, trompé par un autre citoyen français qui portera la responsabilité de cette supercherie. »

Cette explication est loin d'être claire, et l'on conçoit difficilement que le président Pierrot espère, à l'aide de ces pauvretés, se dispenser de la juste réparation qu'il doit à la dignité de la France, blessée dans la personne d'un de ses agents.

— La commission du budget s'est vivement préoccupée de la situation de la magistrature de première instance. C'est sur ses observations que M. le garde des sceaux a demandé un nouveau crédit dans le but de faire disparaître la trop grande inégalité qui existait entre les traitements des membres des diverses classes de tribunaux, et de les fixer d'une manière plus conforme aux besoins de la vie et à la dignité du corps de la magistrature. La commission, hautement pénétrée de ces sentiments, a examiné avec soin le nouveau projet de loi et l'a modifié en quelques fixations.

— Une correspondance particulière adressée de la Vera-Cruz, 1^{er} janvier, au Standard de Londres, et postérieure de trois semaines aux derniers avis publiés relativement au Mexique, annonce qu'une nouvelle révolution a éclaté dans ce malheureux pays : San-Luis de Potosi, Tampico et la Vera-Cruz elle-même se sont prononcés presque simultanément contre le gouvernement actuel et en faveur de Paredes, qui n'avait désavoué ses projets d'insurrection que pour mieux cacher son jeu et pour endormir la vigilance de ses adversaires. On ne doute pas que le reste du pays ne suive l'exemple donné par les villes importantes que nous venons de désigner; et le 1^{er} janvier on savait à la Vera-Cruz que Paredes, à la tête d'une forte division, se trouvait à deux lieues de Mexico prêt à faire son entrée. Sa marche sur la capitale n'avait été inquiétée que par quelques escarmouches insignifiantes, et la révolution s'était accomplie presque sans effusion de sang.

— Un immense viaduc construit en Angleterre, à deux milles environ d'Asford, à Milton-Chatel, sur le chemin de fer de South-Eastern, s'est écroulé le 28 janvier dernier. Ce viaduc consistait en trois arches principales soutenues par plusieurs petites arches placées entre les grandes. La nature du sol et l'état marécageux du pays avaient fait craindre depuis quelque temps un accident. Des précautions avaient immédiatement été prises : on étançonnait tous les travaux, et quelques ouvriers étaient occupés à étayer les voûtes lorsque les arches intérieures s'écroulèrent. Trois personnes ont été ensevelies sous les débris. L'une a été retirée morte, les deux autres n'ont été blessées que légèrement.

— Vingt-cinq bâtiments à vapeur, en bois ou en fer, se construisent, en ce moment, en Angleterre, pour le service de la flotte de guerre; il y en a quinze qui auront l'éclat pour propulseur. Un des bâtiments en fer, le plus grand, le Simoon, est de 780 chevaux; il est à hélice. La frégate le Sidos aura des roues à aubes; elle est en bois et de 600 chevaux. L'amirauté anglaise a commandé en outre des hélices pour quatre vaisseaux ravis et quatre frégates d'une force totale de 8,300 chevaux. Ces derniers bâtiments sont spécialement destinés à la défense de la côte.

— On lit dans l'Echo agricole :

Après bien des recherches et de grands sacrifices, M. Quentin-Durand, faubourg St-Denis, 189, à Paris, est parvenu à établir un cribre au moyen duquel on fait perdre aux grains la mauvaise odeur qu'ils exhalent quelquefois : on évalue à 500 hectolitres la quantité d'avoine que l'on peut cribler dans cet instrument, en une journée, en y mettant de l'activité.

— Les nouvelles de Beyruth continuent à être de plus

en plus favorables, et tout porte à espérer que la question de Syrie se terminera sans causer de nouveaux embarras au Divan et à la diplomatie.

Le dernier memorandum de la Porte, prouve qu'une entente parfaite existe entre le gouvernement de Sa Majesté et les cinq puissances, sur les mesures les plus propres à pacifier le Liban, et les nouvelles de Beyruth indiquent que les derniers ordres de la Porte y sont strictement exécutés. Ainsi, à la suite des réclamations provoquées par les actes de violence qui ont accompagné le désarmement, la Porte avait ordonné une enquête et envoyé, à Beyruth, le général d'artillerie Sélim pacha pour la poursuivre. Ce fonctionnaire s'est acquitté de sa mission avec autant de zèle que d'intelligence. Le officiers coupables de négligence ou de mauvais vouloir ont été punis et rendus civilement responsables des actes de malversation, d'exaction ou de rapine commis par les soldats placés sous leurs ordres. Le courent de Gazir avait été pillé par un détachement de troupes régulières; après une enquête sévère et impartiale, les coupables ont été punis et une somme de 35 mille piastres prélevée sur la caisse des officiers de ce corps a été remise aux préteurs du couvent, à titre d'indemnité. Ces mesures de réparation ont produit le meilleur effet dans la montagne.

Aujourd'hui, Chéik elendi s'occupe de la délimitation du Liban, de manière à éviter tous conflits d'autorité entre les deux *caïmans* Maronite et Druse. A la suite des dépêches qui leur avaient été adressées sur ce sujet, par leurs consuls respectifs, les représentants des cinq Puissances se sont concertés cette semaine et ont fait hier à la Porte une communication identique. S. Exc. le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il la prendrait en sérieuse considération; que le nouveau commissaire, Emir pacha, se transporterait sur les lieux et que ce point important serait réglé par ses soins d'une façon équitable.

— Le navire le Catarqui, qui était chargé d'émigrants, s'est totalement perdu sur la côte de King's Island. Les détails de ce funeste événement ont été donnés par le premier contre-maître du navire, M. Garterie, qui, avec huit de ses compagnons, est parvenu à gagner le bord dans un état de nudité absolue.

Le Catarqui, capitaine Finley, était parti de Liverpool le 20 avril, avec 369 émigrants et un équipage de 46 personnes. Le 3 août, à 4 heures 1/4 du matin, le vaisseau, assailli au milieu d'une obscurité complète et d'une pluie abondante, par un violent orage et des vagues hautes comme des montagnes, toucha contre un écueil situé sur la côte occidentale de l'île du Roi, à l'entrée du détroit de Bass. Immédiatement, il se fit une voie d'eau, et l'on eut 4 pieds d'eau dans la cale. La scène de confusion et de désespoir qui eut lieu ne saurait se décrire. Vers 5 heures, le vaisseau s'inclina à bâbord, et le pont se trouva littéralement couvert d'eau. On tenta, mais vainement, de relever le navire. Lorsque le jour arriva, de nombreux cadavres flottaient sur la mer, autour du navire, ou jetés sur les rochers.

Vers 4 heures de l'après-midi, le Catarqui se fendit par le milieu, et aussitôt 80 à 100 personnes furent entraînées dans le gouffre, que fermaient les vagues; les restes du pont commencèrent alors à se disloquer. La fureur de la mer ne diminuait pas, et sur les 5 heures, tous les agrès d'avant furent emportés, et il y eut dans ce moment un si grand nombre d'hommes noyés, qu'il ne resta plus que 70 individus vivants qui s'entassèrent sur le gaillard d'avant et s'accrochèrent à la carcasse du navire. La mer continua de déferler sur eux, les vents de mugir, et la pluie de tomber à flots toute la nuit. Au matin, il ne restait plus que trente personnes en vie; le capitaine tâcha de gagner le rivage, mais il n'en put venir à bout, et il fut obligé de regagner le navire. Les amarres ne pouvaient donner au petit nombre d'hommes qui vivaient encore la moindre chance de se sauver. M. Thomas Gatterie, premier contre-maître, après avoir vu périr le capitaine et le second, plaça une planche sous ses bras, se lança à la mer, franchit l'écueil, et réussit à gagner la côte, où il trouva un passager qui avait réussi à se sauver pendant la nuit; 7 matelots parvinrent encore à se sauver, et presque immédiatement après, le vaisseau disparut complètement. Ainsi, sur 423 personnes, 414 périrent.

RHUMES.

Depuis longtemps l'usage de la PATE et du SIROP de NARS est répandu en France et à l'étranger. La réputation dont ils jouissent est fondée sur leur puissante efficacité, et sur les nombreuses guérisons de la toue, de la fièvre, du rhume, etc.



Pour paraître incessamment.

DANTE ALIGHIERI

DRAMMA

DIVISO IN DUE PARTI, E SETTE EPOCHE

NEL SCOTTORE

AGAMENNONE ZAPPOLZ.

Dalle primarie Compagnie Italiana rappresentata e replicata per molte sere in Toscana negli anni 1842, 44 e 45 in sole cinque epoche; ed ora, per l'aggiunta d'altre due che completano l'intera vita di Dante, diviso in due parti o drammi da rappresentarsi in due sere.

TEATRO DI BASTIA.

Per sabato 21 Febbrajo 1846.

Una Società d'Amatori gentilmente si presta a riprodurre a beneficio dell'Ospizio Civile, il Dramma scritto appositamente in Bastia dal Dottor AGAMENNONE ZAPPOLZ, intitolato :

IL

GENERAL GAFFORI

OSSIA

LA LIBERAZIONE DELLA CORSICA.

Fatto accaduto nel 1745.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

LIVOURNE 12 févr. mistick français Assomption, de 29 tx, c. Stretti, blé.
LIVOURNE 13 id. bouf français Conception, de 29 tx, c. Dapelo, blé.
LIVOURNE 13 id. bat. à vap. français Letizia, de 74 tx, c. Lota, blé.
LIVOURNE 14 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, blé.
NAPLES 16 id. balcalce sicilien St-François, de 42 tx, c. Palomba, en lest.
LIVOURNE 18 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses et passagers.
MARSEILLE 18 id. paquebot français Napoléon, de 120 ch. c. de Cuers, lieu. de vaiss. dépêches.
Du Cap-Corse et de la Plage 7 bâtiments chargés de vin.

DÉPARTS.

LIVOURNE 12 févr. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, en lest.
MARSEILLE 13 id. paquebot français Ajaccio, de 120 ch. c. Blanc, lieu. de vaiss. dépêches.
MARSEILLE 14 id. brick-golette français St-Antoine, de 48 tx, c. Mecolin, fonte en fer.
LIVOURNE 14 id. mistick français St-Vincent-Ferreri, de 30 tx, c. Battistini, en lest.
LIVOURNE 14 id. mistick français Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.
MARSEILLE 15 id. bat. à vap. français Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, diverses.
LIVOURNE 16 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses.
LIVOURNE 17 id. golette français St-Joseph, de 38 tx, c. Alessandri, en lest.
RIO 17 id. brick-golette français Conception, de 60 tx, c. Ersi, en lest.
AJACCIO 19 id. bat. à vap. français Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, diverses et passagers.
Au Cap-Corse et à la Plage 5 bâtiments chargés de blé, farine, etc.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LEZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

LA VOIRIE VICINALE EN CORSE.

(Suite).

Nos chemins vicinaux classés sont au nombre de 1,779, ayant un parcours de 4,153 kilomètres. Ces chemins, dans tout leur parcours, si on en déduit une quarantaine de kilomètres tout au plus, sont à l'état de lacune c'est-à-dire qu'ils sont d'un accès difficile pour les bêtes de somme, et tout-à-fait inaccessibles aux voitures. Chaque commune se trouverait donc dans l'obligation de confectionner, terme moyen, quinze kilomètres de chemin ou à peu près : ce qui est au-dessus des forces, isolément prises, des populations des communes les plus considérables de département.

La nécessité de réduire le nombre des lignes et de se borner à mettre en bon état celles qui peuvent faciliter les développements de l'industrie agricole, et qui offriront des débouchés à notre petit commerce, n'est plus un problème pour personne.

Ce que nous demandons, au nom des intérêts les plus chers du pays, c'est que, avant de faire donner le premier coup de pioche, M. le préfet s'assure que les travaux qu'on va exécuter ne seront pas perdus, et qu'ils porteront en conséquence sur les lignes susceptibles d'un développement successif. Il peut, au besoin, reculer de quelques mois l'époque d'ouverture des travaux. Chacune de ces lignes, résultant de la jonction des chemins de plusieurs communes, devrait avoir son point de départ ou son aboutissant à une route royale, et devrait être dirigée de manière à pouvoir s'embrancher plus tard avec une ligne de son espèce. L'on ne peut entrer dans ce système, le seul qui puisse nous assurer les bienfaits promis par la loi du 21 mai, qu'en obligeant les communes à s'occuper d'une ou deux lignes tout au plus, et en réglant les choses de manière que les communes aillent à la rencontre l'une de l'autre. Des exemples serviront à faire mieux comprendre notre pensée. Au lieu de laisser à la commune de Vescovato le choix d'employer ses prestations dans la direction de Venzolasca, on devrait l'obliger à se diriger sur Loreto, et la commune de Loreto devrait être obligée à se diriger sur Vescovato ou vers la commune d'Olmo, Olmo vers Monte, Monte vers Penta de Casacconi, Penta vers Ortuporio et Ortuporio contrainte d'aller à la rencontre d'une autre commune, sans jamais s'écarter du plan tracé d'avance. Ce que nous demandons pour ces communes est, à peu d'exceptions près,

(1) Une faute d'impression a rendu presque inintelligible la fin du premier article que nous avons publié sur l'importante question des chemins vicinaux. Au lieu de, au moyen d'une seule ligne partant de Bionico, passant par Borgo, Lucina, Vignola et se terminant à Polipola, il fallait : au moyen d'une seule ligne partant de Bionico, etc. Nos lecteurs, qui connaissent le pays, auront facilement corrigé cette erreur.

applicable à toutes celles du département. Par ce système toutes les communes de la Balagne pourraient, dans l'espace de cinq ou six ans, être embranchées avec les deux routes royales, qui traversent cette belle province. Nous connaissons ainsi dans l'arrondissement de Corte, un grand nombre de communes, qui dans une égale période de temps, pourraient jouir d'un semblable bienfait. Ce sont d'abord les communes du canton de Serraggio, puis Castirla, Covaria, Castiglione, Popolasca, Prato, le canton de Sermano, celui de Piedicorte et une foule d'autres localités, que nous n'avons pas besoin de nommer.

Nous ne nous dissimulons pas que, quoique le plan que nous venons de tracer puisse satisfaire les intérêts des masses, son utilité et son importance peuvent être méconnues. Nous croyons même qu'il avorterait entièrement, si on devait le livrer à l'appréciation des communes, car la plupart d'entre elles ne se préoccupent, en aucune manière, de l'intérêt général, et moins encore de l'avenir du pays.

Une expérience de neuf années a prouvé combien est funeste, ou pour le moins stérile, l'intervention directe et surtout l'initiative de l'autorité municipale dans la direction d'une ligne quelconque de chemins vicinaux; nous croyons même que la loi ne l'a pas voulue, mais nous avouons que, jusqu'à présent, les maires sont autorisés à penser qu'eux seuls ont le droit de désigner la ligne vicinale, sur laquelle doivent être employées les prestations, et qu'il est dans les principes d'une bonne administration de répartir, chaque année, les prestations sur toutes les lignes de sa commune. Ce qui équivaut, selon nous, à vouloir faire le travail de Pénélope.

Les prétentions des maires et des conseils municipaux s'étayant de l'article 17 du règlement préfectoral du 22 mars 1837, portant : « Le maire fera visiter de nouveau les chemins, désignés dans la session de mai, dressés ou sera dresser un devis sommaire des réparations et repartira les journées à faire sur chacun de ses chemins, en ayant égard aux besoins et au nombre des journées dont il pourra disposer. »

Cet article nous semble virtuellement abrogé par les mesures, qui ont été prises pendant ces dernières années : il serait pourtant utile qu'il fût abrogé d'une manière formelle. On le peut et on le doit, selon nous, et ce avec d'autant plus de raison, que, si l'on étudie l'ensemble de la législation sur la matière, on ne peut se refuser de reconnaître, que le législateur a constitué les préfets juges de l'utilité et de l'opportunité des mesures à employer pour ouvrir, réparer et entretenir en bon état les voies de communication qui, toutes d'une manière plus ou moins directe, intéressent le département. Il les a armés de tout le pouvoir nécessaire pour contraindre les communes à entrer dans les voies d'amélioration et de progrès, qui leur étaient

ouvertes. Il faut convenir, que ces dispositions coercitives étaient commandées par une impérieuse nécessité, et que, si elles ne sont pas appliquées lorsque la circonstance l'exige, les résultats seront toujours nuls en Corse. En effet, les gouvernements qui ont précédé celui de juillet avaient senti le besoin d'entretenir et d'améliorer les voies de communication. Nous en avons la preuve dans le titre 1^{er} section 6^e de la loi du 6 octobre 1791; l'arrêté directorial du 23 messidor an V; le décret du 4 thermidor an X; la loi du 9 ventôse an XIII et enfin la loi du 28 juillet 1824. Si ces diverses lois n'ont jamais été exécutées d'une manière suivie et régulière en Corse, si, avant 1836 et même à présent, nos chemins sont toujours des sentiers étroits, tortueux, encaissés au milieu des rochers et bordés de précipices, c'est parce qu'on a laissé trop de latitude aux communes. Nous sommes entrés dans ces détails pour prouver, que l'administration départementale doit, dans des vues qui ne peuvent être suspectes, faire usage de tous les pouvoirs que la loi lui confère pour faire concorder la plupart des communes dans un système de viabilité qui, dans l'avenir, puisse les relier entre elles. Il importe que l'on connaisse quels sont ces pouvoirs, afin que celles des communes qui se croiraient gênées par eux apprennent à s'y soumettre et ne se croient pas victimes de l'arbitraire administratif : il y aurait encore à cela un autre avantage, c'est que les citoyens éclairés, qui auraient la philanthropique inspiration de contribuer de toutes leurs forces à l'œuvre de civilisation et de progrès que l'administration devrait entreprendre, pourraient le faire avec d'autant plus d'empressement qu'ils pourraient mieux compter sur l'appui de la loi et sur celui de l'autorité supérieure. Ces pouvoirs résultent d'abord de l'article 5 de la loi du 21 mai, qui donne aux préfets la faculté d'imposer d'office les trois journées de prestations et les cinq centimes additionnels, à celles des communes qui auraient refusé ces votes. Il est important de constater que jusqu'ici l'administration ne s'est abstenue de faire usage de la faculté qui lui est accordée par cet article, qu'à l'égard des deux villes d'Ajaccio et de Bastia, et que le nombre des communes, refusant ou négligeant de voter les trois journées de prestation, considérable d'abord, est allé toujours en diminuant, de manière qu'il n'était plus que de vingt-quatre à la fin de l'année dernière. Ce fait prouve d'une part que nous commençons à connaître nos véritables intérêts et de l'autre que l'administration exerce une grande influence en Corse : c'est-à-dire qu'elle finit à la longue par faire accepter ses vues et même ses opinions lorsqu'elles sont dictées par l'amour du pays, et qu'elles portent l'empreinte de l'impartialité et de la justice. Le moment ne paraît être plus opportun pour poser la base de ce système de moyenne communication, le

seul qui puisse s'étendre à tout le département; que l'administration emploie pour faire partager ses vues par les populations l'influence qu'elle a acquise, ou qu'elle pourra acquérir; mais surtout qu'elle se mette en mesure de pouvoir appliquer l'article 6, si souvent cité et qui porte : « Lorsque un chemin vicinal intéressera plusieurs communes, le préfet, sur l'avis des conseils municipaux, désignera les communes qui devront concourir à sa construction, et fixera la proportion dans laquelle chacune d'elles y contribuera. »

Les dix-neuf vingtièmes au moins de nos chemins sont dans ce cas : M. le préfet, non seulement pourrât, mais il devrait même intervenir pour régler tout ce qui regarde les lignes en question. Les conseils municipaux doivent être préalablement entendus, il est vrai, mais l'administration n'est pas obligée de suivre leurs avis, sans cela il ne tiendrait qu'un mauvais vouloir ou à l'aveuglement d'un de ces corps, d'arrêter le développement d'un chemin, d'où dépendrait l'avenir et la prospérité d'un grand nombre de communes. Cela devient encore plus évident, si on combine les dispositions de l'article 6 avec celles de l'article 16 établissant que : « Les travaux d'ouverture et de redressement des chemins vicinaux seront autorisés par arrêté du préfet. »

Si quelque doute pouvait exister, il a été entièrement levé par la circulaire ministérielle du 24 juin 1836. L'article 5, dit M. le ministre de l'intérieur, vous a donné, M. le préfet, le droit de contraindre une commune à la réparation des chemins qui l'intéressent d'une manière particulière; et l'exclusive; l'article 6 a pour objet de déterminer la proportion, dans laquelle plusieurs communes devront concourir à la construction et à la réparation d'un chemin qui est pour elles d'un intérêt collectif.

En étudiant la loi du 21 mai 1836, on reconnaît qu'elle n'a voulu laisser aucun refuge au mauvais vouloir des conseils municipaux; ils ont la mission d'apprécier les besoins de leurs communes et de créer des ressources proportionnelles, dans les limites posées; ils ont le droit d'initiative pour désigner les communes intéressées à un chemin qui traverse leur territoire; mais rien n'oblige les préfets à accueillir leurs propositions, ou à ne pas décider en sens contraire.

Il y a plus : c'est que, quand même une ligne qui intéresserait plusieurs communes, ne serait pas classée au nombre des chemins vicinaux, M. le préfet a droit de la classer. La loi du 21 mai a gardé le silence à ce sujet; mais cette faculté résulte d'une manière positive de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1824, et nous pourrions, au besoin, citer plusieurs décisions ou ordonnances, qui établissent la compétence des préfets en pareille matière.

L'administration est donc appelée à établir les lignes vicinales, à créer les ressources qui leur sont applicables, lorsque les communes les refusent, à régler et à diriger l'emploi de ces ressources. Rien ne s'oppose donc, si M. le préfet le veut bien, au classement des chemins vicinaux de moyenne communication, dont le conseil-général a demandé la création. Si l'on hésitait encore à s'occuper de cet objet vital pour notre pays, nous ferions remarquer que le système que nous proposons a été adopté et suivi depuis plusieurs années par les dé-

partements de la Sarthe, du Bas-Rhin, de l'Orne, de la Vienne, de la Charente, du Gard et de plusieurs autres départements, et que c'est à ce système que l'on doit 6,000 lieues de chemins carrossables et le développement d'une prospérité presque prodigieuse, à tel point rapide qu'un seul canton a vu son produit annuel augmenter de 270,000 fr. sur le prix d'une seule denrée.

Mais les chemins ne se créent pas à l'aide de baguettes magiques, les mesures administratives les plus sages n'appliquent pas les monts et ne combient les vallées : elles peuvent régler le travail des bras, mais elles ne peuvent suppléer au travail. Pour avoir de bonnes voies de communication, il faut savoir s'imposer des sacrifices de toute sorte, et c'est bien aux individus qui doivent en profiter le plus, qu'on peut demander des sacrifices plus considérables.

Nous n'avons pas besoin de prouver que tous nos chemins ont besoin d'être classés, redressés, et que même il faudra, pour avoir un bon système de viabilité communale, en ouvrir de nouveaux. Ce qui fait, qu'il faudra empiéter sur le sol des propriétaires riverains, et que même, plus d'une fois, il faudra occuper des parcelles de terrain de quelque étendue.

Plusieurs citoyens honorables, dont nous citerons les noms, si nous ne craignons de blesser leur modestie, et quelques communes entières ont consenti à la cession gratuite des terrains qui leur appartenaient toutes les fois qu'ils devaient être occupés par un chemin vicinal ou par une ligne de grande communication; mais, et nous le disons à regret, la plupart des propriétaires se sont montrés, sur cet article, d'une exigence que nous sommes tenté d'appeler coupable. Oui coupable : c'est le mot, parce que réclamer l'indemnité pour le terrain à occuper par un chemin, c'est méconnaître ses intérêts et manquer aux devoirs de citoyen.

C'est méconnaître ses intérêts, parce qu'une voie de communication accessible aux voitures double et quadruple même la valeur des propriétés riveraines pour la facilité qu'elle offre pour l'exportation des produits agricoles et pour le transport des engrais. En réclamant l'indemnité on ajourne indéfiniment les redressements à faire, parce que les ressources en numéraire manquent aux communes et parce que, quand même elles ne manqueraient pas elles seraient indispensables pour les travaux d'art.

Les propriétaires des terres, qui pourraient être occupées par les chemins vicinaux, s'ils s'obstinaient à obtenir une indemnité qui, dans la plupart des cas, n'excéderait pas trente ou quarante francs, renonceraient, par le fait à une augmentation de revenu annuel qui dépasserait le capital réclamé.

On manque aux devoirs du citoyen en réclamant l'indemnité, car pour un intérêt privé on fait retarder une œuvre d'utilité générale. L'étude des populations, qui ont devant elles les autres dans la carrière de la civilisation, a toujours été le guide de celles qui ont voulu les imiter. Nous n'avons pas besoin de rechercher les exemples dignes d'imitation près des nations lointaines. Nous les avons, en quelque sorte, chez nous.

Dans le département de l'Orne, depuis que la loi sur les chemins vicinaux a été mise en

exécution, les communes ont concouru à la construction des chemins pour une somme de 249,000 fr. de subventions extraordinaires. Le montant des subventions particulières est élevé à la somme de 189,000 fr.; les concessions gratuites des terrains sont évaluées à 508,000 fr. C'est donc une somme de 946,000 fr. non compris les prestations en nature, et les subventions sur les fonds départementaux, qu'un département dont la population est de 443,688 âmes a dépensé, dans l'espace de quelques années, pour améliorer ses chemins vicinaux. Ce que nous voulons surtout faire ressortir ici, c'est cette importance considérable de concessions gratuites, dictées par le sentiment exalté du patriotisme le plus pur et le plus intelligent. Le véritable patriotisme ne consiste pas toujours dans ce dévouement qui nous porte à sacrifier notre vie pour la défense ou l'indépendance de notre pays. Il y en a un autre qui, pour être moins brillant n'en est pas moins honorable, c'est celui qui rend les populations riches et prospères dans un siècle comme le nôtre. Ce patriotisme (celui dont nous désirons que l'exemple soit suivi souvent en Corse) exige le sacrifice des intérêts particuliers à l'intérêt général. Ajoutons, de suite, pour convaincre même l'égoïste étroit et aveugle, que ces sacrifices portent avec eux leur récompense, puisqu'ils donnent sur le champ une plus-value considérable aux terres des propriétaires qui sont assez généreux et assez intelligents pour s'aider eux-mêmes en aidant leur pays.

Pour en venir à notre objet, nous demandons à nos concitoyens, outre les autres sacrifices qui seront mentionnés plus tard, la concession des terrains nécessaires pour l'élargissement et la rectification des chemins. Ceux qui les refuseraient prouveraient qu'ils sont inférieurs en patriotisme à leurs ancêtres, et nous pouvons le dire, qu'ils sont ennemis de leur pays. S'ils imitent, au contraire, leurs compatriotes du continent, ils auront la satisfaction, qui doit être comptée pour quelque chose, de contribuer à la prospérité du département, et ils ne tarderont pas à recueillir les fruits de leurs sacrifices.

L'exemple que nous avons cité d'un canton de la Sarthe, se reproduirait en Corse sur une non moins large échelle. Au surplus, que l'on ne se fasse pas illusion, la jurisprudence constante de la cour de cassation (il est bien qu'on le sache, si on l'ignore encore) a admis en principe que les propriétaires riverains n'ont pas le droit de s'opposer aux élargissements des chemins; il leur reste la faculté d'actionner les communes pour en obtenir l'indemnité, qui leur serait due. C'est donc sur les communes et sur elles seules, que pèsera la charge de l'indemnité. Les propriétaires dont nous parlons, devront en supporter leur quote-part. Voudront-ils insister encore et augmenter le fardeau des communes déjà si obérées?

(La suite au prochain numéro.)

MM. Odillon-Barrot et Thiers, mécontents de la discussion de l'adresse, qui leur a donné complètement tort, ont cherché à prendre leur revanche en tendant un piège au cabinet : mais ils ont été tout aussi malheureux que par le passé. Il s'agissait de demander la reprise du projet de loi sur l'instruction secondaire qui se trouve à l'état de rapport depuis l'avant dernière session. Les deux honorables membres avaient très-bien vu que cette discussion était impossible, mais ils voulaient sans doute, embarrasser le ministère; c'est là, à quoi paraît se réduire aujourd'hui l'ambition de l'opposition.

Créer des difficultés, susciter des obstacles, voilà où elle aspire; c'est singulièrement déchoir. Quoiqu'il en soit, l'opposition a été tout aussi malheureuse. Il leur a été aisé de démontrer que cette discussion n'était ni opportune, ni acceptable. La Chambre sonde à la fin de ses travaux législatifs, on peut mieux dire de sa durée légale. Probablement elle sera dissoute à la fin de la session actuelle. Convient-il dès lors d'aborder la discussion d'une loi, discussion qui sera longue, difficile, qui réveillera des passions assoupies, sans qu'on puisse espérer arriver à une solution définitive. La Chambre des pairs n'aurait-elle pas des amendements à formuler, des modifications à faire et ne serait-il pas nécessaire que cette loi qui doit concilier à la fois deux droits également sacrés, ceux de l'Etat et ceux des pères de famille, aille plus d'une fois à la Chambre à l'autre avant qu'on tombe tout-à-fait d'accord? Des lors, à quel bon entendre cette année des débats qui seraient forcément annulés par la dissolution de la Chambre et consacrer un temps précieux pour arriver à rien, à un résultat nul? Mais peu importe à M. Thiers; il voulait qu'on discutât pour le plaisir de discuter. La Chambre toutefois n'a pas été de son avis et n'a pas voulu gaspiller son temps en pure perte. Elle a décidé que la reprise de la discussion n'aurait pas lieu.

La loi sur les fonds secrets a été adoptée par la Chambre des Députés sans discussion, à la majorité de 220 voix contre 53. Ce résultat était facile à prévoir.

Au Palais Bourbon un projet de loi qui est appelé à avoir d'assez avantageuses conséquences pour les habitants des villes, en ce qu'il devra diminuer le prix de la viande, a été adopté. Il s'agissait de substituer la taxe au poids à celle par tête sur les bestiaux qui entrent dans les villes. C'était là un acte de justice très simple et qui fait cesser de choquer les inégalités. A l'avenir la taxe au poids deviendra obligatoire dans toutes les communes à l'octroi, à moins que le droit d'entrée ne dépasse pas huit francs par tête.

Un projet de loi sur la réforme postale a été présenté. Ce projet admet cinq zones et cinq tarifs. Le prix du transport des lettres serait de 1, de 2, de 3, de 4, de 5 décimes suivant la distance à franchir. Le ministre évalue le déficit du trésor pour la première année, à supposer que l'augmentation dans les correspondances, n'eût pas lieu, ce qui n'est pas présumable, à 11,000,000 le dixième rural devant être aussi supprimé. Mais les recettes du trésor ne tarderont pas à reprendre leur niveau, car la diminution a été calculée sur des bases telles que le déficit prévu ne pourra pas durer longtemps. Ce sera donc là une amélioration importante qui profitera à tout le monde, sans que l'Etat ait aucun sacrifice à craindre.

De graves irrégularités avaient été commises lors de la confection de la liste des électeurs municipaux par les maires des communes de St-Laurent et d'Ono, et par des arrêtés récents M. le préfet de la Corse a prononcé la suspension de ces deux fonctionnaires.

De nombreuses réclamations se sont élevées contre la teneur des listes municipales, et M. le préfet a ordonné des enquêtes, dans presque toutes les communes, pour en faire vérifier l'exactitude.

Nous savons aussi que l'administration préfectorale a prescrit la formation de nouvelles listes dans les communes où elles avaient été irrégulièrement faites.

(Journal de la Corse.)

M. Braive, recteur de l'Académie de la Corse, est arrivé à Ajaccio, par le dernier paquebot de la correspondance.

Collège royal de Bastia. — Par arrêtés de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 24 janvier 1846, M. Guérin, maître élémentaire du septième au collège royal de Bastia, est chargé de la chaire de système audit collège, en remplacement de M. Petit, appelé à d'autres fonctions. — M. Roubaud, maître élémentaire, chargé de la première division de huitième, est chargé de la classe de septième, en remplacement de M. Guérin. — M. Touranjon, chargé de la seconde division de huitième, est chargé de la première division de cette classe, en remplacement de M. Roubaud. — M. Petit, chargé de classe sixième est chargé de la seconde division de huitième, en remplacement de M. Touranjon.

Nouvelles diverses.

— Il paraît que le départ de Mgr le duc d'Aumale pour l'Afrique a été prématurément annoncé.

Nous apprenons que la frégate à vapeur l'Albatros, qui sera mise à la disposition du prince, a ordre de se préparer à gagner le large le 5 mars, ce qui fait présager que le duc d'Aumale arrivera seulement à Toulon le 3 ou le 4.

— On lit dans le Temps : Nous venons de recevoir à Madrid plusieurs caisses renfermant des individus de l'histoire naturelle, envoyés par le docteur Clot-Bey médecin de S. A. R. le vice-roi d'Egypte, pour notre Musée. Il paraît, ajoute ce journal, que cette prédilection pour notre pays du médecin Clot-Bey vient qu'il est espagnol et d'origine catalane.

— Il est vrai, ainsi que l'annonce le National, que le départ des émigrants pour l'Afrique a été suspendu pendant quelques jours, mais cette mesure n'a nullement été provoquée par la situation des nos affaires en Algérie. Les événements militaires n'ont eu aucune influence fâcheuse ni sur nos établissements ni sur la colonisation, et si le ministre de la guerre a donné l'ordre de suspendre le départ, c'est par suite de sa sollicitude pour les émigrants eux-mêmes, et dans la crainte qu'en arrivant en trop grand nombre en Afrique, leur position n'y fut pas assurée à l'avance.

— Une lettre d'Amiens mande ce qui suit : « Le bruit circule dans notre ville, que le prince Louis-Napoléon Bonaparte, a été frappé dans la nuit du 16 février, d'une attaque d'apoplexie foudroyante, qui a mis ses jours dans le plus grand danger. On a même cru pendant une heure que le prince n'existait plus, car il ne donnait aucun signe de vie. Cependant à 6 heures du matin, quoique la crise ne fût pas entièrement terminée, il avait un mieux sensible, et on n'avait plus de craintes sérieuses. On attribue cet incident à une sorte de congestion au cerveau, occasionnée par un excès de travail. Louis-Napoléon lit et écrit beaucoup. »

— On écrit des frontières d'Italie, 11 février : La fermentation continue en Italie; on désigne le mois d'avril pour l'époque où quelque mouvement violent éclatera dans les légations, la Marche et l'Ombrie. Des débarquements de mécontents auront lieu. Ces hommes seraient déjà enrôlés en Espagne, en Algérie, dans les Ioniennes et en Corse. La présence du prince de Capoue à Malte, donne aux esprits inquiets un aliment pour leurs projets. Le gouvernement romain qui n'ignore pas ces plans, se propose d'augmenter la force armée sur les points menacés. Des fonctionnaires supérieurs ont été envoyés dans les légations pour s'enquérir de la situation du pays et voir si les réclamations sont fondées.

A Lugo, on a poignardé un maréchal-des-logis des carabiniers. Dans une autre localité, on a tiré sur un sergent des volontaires pontificaux; il n'a pas été atteint.

— Un circulaire de M. le directeur-général des postes, adressée à tous les directeurs de bureaux de postes, leur interdit de recevoir à l'avenir les demandes d'abonnements aux journaux et autres écrits périodiques, et de s'occuper des recouvrements de fonds.

— Le premier acte du nouveau cabinet espagnol a été, assure-t-on, de prohiber certaines opérations, ou jeux de bourse.

— Voici quelques détails de biographie politique sur les nouveaux ministres :

Le président du conseil, M. le marquis de Miraflores, a occupé, à Londres et à Paris, en 1840, le poste d'ambassadeur d'Espagne. Il donna sa démission, dès qu'il eut connaissance de l'abdication de la reine Marie Christine. Ce diplomate est l'un des signataires du fameux traité de la Quadruple-Alliance.

M. Isturiza présidait le cabinet Espagnol qui fut renversé par l'insurrection de la Granja. M. Arrazola a été ministre de la Justice sous le ministère de M. Perez de Castro. On sait que ce cabinet fut obligé de se dissoudre, par suite de l'insurrection que les intrigues d'Espartero et de Lignage firent éclater à Barcelonne et qui amena la chute de la régence de Marie-Christine.

Le général Roncali est un jeune officier-général sorti des rangs de l'ex-garde royale. On sait avec quelle fermeté il sut diriger les sièges de Carthagène et d'Alicante contre les insurgés Espartéristes. Ce fut lui qui défendit, avec une mâle éloquence, le malheureux Diego Leon, devant la commission militaire qui le condamna à mort. Il l'accompagna jusqu'au lieu du supplice.

Le chef d'escadre Topeta est membre des Cortes et n'a pas encore pris part à la vie politique. Il a une grande réputation comme homme de mer, et a com-

mandé la station navale de Cuba, du temps de l'administration du général Tacón.

— Le courrier rénové au dimanche. Point de Bourse.

— La cour royale de Paris a confirmé le jugement rendu par le tribunal correctionnel de la Seine dans l'affaire des dentistes, et dont nous avons rendu compte. La cour a déclaré, comme le tribunal, que l'art du dentiste faisant partie de l'art de guérir, ne pouvait être exercé sans diplôme.

— Plusieurs journaux ont publié, au sujet d'une exploration commerciale préparée par les ordres du gouvernement du roi, un avis qui demande quelques explications.

Concertée depuis plusieurs mois entre les départements de la marine et du commerce, cette exploration a pour objet d'explorer, au point de vue des ressources qu'elle peut offrir à notre commerce, la partie de la côte orientale d'Afrique comprise entre la baie de Lagoa et le cap Guardafue, c'est-à-dire, d'une part, Lindy, Quiloa, Moniba, Zanzibar, Pemba, ports dépendants de l'imamat de Mascate, que le traité du 17 novembre 1844 nous a ouverts; et, d'autre part, Inhambane, Sofala, Angosa, Mozambique et Obo, comptoirs portugais.

Le bâtiment chargé de l'exploration se rendra également à Mayotte et à Nossi-Bé; se trouvant à portée de Madagascar, il visitera, si cela est possible, la côte ouest de cette île.

En résumé, le voyage dont il s'agit, entrepris dans un but exclusivement commercial, est, en quelque sorte, le complément de celui qui a été exécuté, dans le cours des années 1838 et 1839, sur la côte occidentale d'Afrique, depuis Gallinas jusqu'à Gabon, par le brick de l'Etat la Malouine, et dont notre commerce a retiré de grands avantages.

— Le 21 février était le dernier délai après lequel on n'admettrait plus rien à l'exposition du Louvre. Plus de 2,000 ouvrages ont été présentés le dernier jour. L'avant-veille, il n'y en avait que 250 qui eussent été présentés jusque-là.

— Le Globe annonce, d'après une lettre de Paris, que le voyage de la reine d'Angleterre à Paris, aura lieu dans les premiers jours de juin. Le duc et la duchesse de Nemours iront chercher S. M.

— Une correspondance adressée de New-York au Morning Chronicle, renferme le passage suivant, relatif aux révisions de tarifs qui vont s'opérer presque simultanément en Angleterre et en Amérique : Aux Etats-Unis, tous les partis ont hâte de connaître le plan de sir Robert Peel au sujet des lois sur les céréales; le rappel de ces lois ferait plus pour la paix que des mois, des années de négociations. Quant au tarif américain, il sera, quoi qu'il arrive modifié, malgré l'opposition que feront à tout changement important, les maîtres de forges et les manufacturiers de la Pensylvanie, avec M. Webster à leur tête.

— M. le ministre des affaires étrangères vient d'adresser à M. le président de la chambre de commerce de Granville la lettre suivante :

« Monsieur, j'ai reçu la lettre que la chambre de commerce de Granville m'a fait l'honneur de m'écrire pour me signaler le grave préjudice que doit causer à nos pêches l'arrêt récent de la cour de St-John (Terre-Neuve), qui frappe d'un droit de sortie les poissons destinés à servir d'appâts. Je vais m'efforcer de réclamer à Londres, par voie diplomatique, la révocation de cette mesure, et je ne négligerai rien pour que votre demande soit favorablement accueillie par le gouvernement anglais avant l'ouverture de la prochaine campagne. »

— Par un arrêté ministériel en date du 25 février, les fondateurs des diverses compagnies de chemins de fer, en instance pour obtenir des concessions, ont reçu avis de supprimer de leurs listes tous les noms d'agents de change de Paris et de la province.

Avis a été donné officiellement à tous les agents de change des principales places de la province de cesser immédiatement les transactions sur les actions de Lyon.

— Ce qui s'est passé au chemin de fer du Havre va donner lieu à une mesure que doit prendre bientôt le ministre des travaux publics. Désormais, un ingénieur des ponts-et-chaussées sera attaché à chaque chemin de fer et sera tenu d'adresser tous les trois mois un rapport au ministre sur la situation des travaux.

— On lit dans la Gazette d'Augsbourg :

On fait en ce moment dans le palais de Don Miguel à Rome, des préparatifs qui annoncent l'arrivée prochaine d'un haut personnage. On croit que ce haut personnage est Don Carlos.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

L'insurrection de la Pologne prend chaque jour une nouvelle extension et bien que les journaux allemands parlent de la défaite de deux corps de troupes de la ville de Cracovie, l'on ne voit pas cependant les généraux autrichiens rentrer dans la ville. S'il est une cause populaire en Europe, en France surtout, c'est celle de cette généreuse nation, qui, toujours écrasée par des forces supérieures, se relève toujours et proteste, de temps à autre, avec une énergie, un courage admirables, contre les souverains qui, depuis 70 ans, ont asservi ce malheureux pays. Aujourd'hui que la Russie, le plus oppresseur des trois gouvernements victorieux, veut enlever au royaume de Pologne, jusqu'à son nom et avec lui sa vieille et inflexible nationalité, on comprend que le désespoir ait animé tous les cœurs et qu'ils aient voulu tenter une nouvelle lutte avant de se résigner, en frémissant, à la servitude qu'on a rêvée pour eux et qu'ils n'aient pas voulu attendre des jours meilleurs pour reconquérir ce qu'aujourd'hui moins que jamais on peut enlever à une nation, son nom, ses souvenirs, sa gloire et ses espérances, c'est-à-dire, sa nationalité. Mais en assistant de nouveau à cette protestation énergique, l'on se sent pris de la plus vive inquiétude, car on s'attend à chaque instant à apprendre l'issue funeste d'une tentative désespérée, qui n'en est que plus grande et plus saisissante par là même. L'insurrection de la petite république de Cracovie ne pourrait avoir des chances de succès, chances incertaines, précaires encore, qu'autant que son exemple serait imité par les provinces de l'ancienne Pologne, toutes réunies dans une même cause, dans une même attente. Que sera-ce si cette insurrection se restreint à quelques portions du territoire et si les trois puissances peuvent concentrer toutes leurs forces sur quelques points à la fois. Les présentiments auxquels on se laisse aller reviennent remplis d'une douloureuse anxiété qui ne laisse voir au bout qu'une affreuse catastrophe.

Au reste, il est difficile, d'après les journaux allemands, de se faire une idée exacte des faits qui s'accomplissent. Tous ces journaux sont censurés; ils ne disent que ce que laissent dire les gouvernements allemands; de là des récits tronqués, défigurés, contradictoires et dans les quels on s'efforce souvent de présenter l'insurrection nouvelle sous un aspect peu favorable. Malgré ces obstacles qui se présentent pour connaître exactement la vérité, il paraît hors de doute que l'insurrection agit avec ordre, avec ensemble et qu'elle fait preuve d'une grande modération. Toutes les classes de la société ont agi dans une commune pensée d'un dévouement commun. La noblesse, le clergé, le peuple s'associent aux mêmes efforts pour reconquérir les mêmes droits. Cet ensemble

montre que cette insurrection est générale, nationale et qu'une première victoire de l'Autriche, car jusqu'ici ce sont les provinces appartenant à cette puissance qui se sont soulevées, serait loin de mettre un terme à la lutte.

En France la nouvelle de l'insurrection polonaise a été reçue avec une sympathie profonde et une douloureuse anxiété. Il ne s'est trouvé que des paroles d'admiration pour les efforts de ce peuple généreux qui ne peut consentir à se résigner sous le joug étranger. Plusieurs journaux de Paris ont ouvert des souscriptions en faveur de la Pologne. Les dissentiments politiques qui existaient entre réfugiés Polonais en France, ont été apaisés volontairement, par les Polonais eux-mêmes qui sont venus spontanément se mettre à la disposition du prince Czartoriskî qu'ils regardent comme le chef futur de la Pologne affranchie et régénérée. Quelques uns ont quitté la terre de l'exil, pour aller combattre avec leurs compatriotes, triompher ou mourir avec eux.

P. S. Les lignes qui précédèrent étaient écrites alors que les faits connus jusqu'à ce moment laissaient encore quelque vague espoir, mais les nouvelles de ce pays arrivées par le dernier courrier, présentent l'insurrection comme éteinte. Les troupes des trois puissances sont entrées à Cracovie qui a fait sa soumission. Ainsi paraît s'être terminée cette tentative désespérée contre l'oppression. Quelques journaux parlent, il est vrai, d'un déplacement du soulèvement et d'une guerre de partisans qui serait faite à l'Autriche en Galicie. Mais ce ne serait là qu'une prolongation d'une lutte sans issue et sans succès. De tristes révélations, ont été faites à la Chambre des députés, à l'occasion d'interpellations adressées au gouvernement sur les affaires de la Pologne, sur les moyens odieux employés par les agents de l'Autriche pour arriver plus vite à la répression de la révolte. Des sommes d'argent auraient été promises et payées aux paysans par chaque tête de seigneurs ou d'insurgés qu'ils apporteraient. On aurait ainsi exploité d'une manière infâme la haine des paysans contre les nobles et à une lutte politique substitué une lutte bien plus terrible, une lutte sociale. M. le ministre des affaires étrangères a refusé de croire à de pareilles atrocités en les reprouvant énergiquement et en les déclarant impossibles et inadmissibles. Que le gouvernement autrichien n'ait pas conseillé ces moyens horribles, il est possible, mais il paraît qu'ils ont été véritablement employés par ses agents. M. Guizot a expliqué à la Chambre le système du gouvernement, qui remonte à 1830 et qui se réduit à la non intervention, ne voulant pas entretenir en Pologne des espérances qui seraient des illusions funestes, mais tout disposé à plaider la cause des malheureux polonais près des trois cours étrangères et à les accueillir en France avec sympathie et protection. Personne à la Chambre ne pouvait songer à demander l'intervention armée de la

France, c'est-à-dire provoquer une guerre européenne. Mais il est bon que dans l'intérêt de la question de droit et de principes, une solennelle protestation soit faite contre l'oppression de la Pologne. Du reste l'ambassadeur français à Vienne s'est empressé de solliciter la générosité de l'Autriche en faveur des victimes de l'insurrection de Cracovie. Un grand nombre de députés de toutes les nuances de l'opinion politique, se sont associés à une démonstration en faveur des malheureux Polonais. Une liste de souscription ayant en tête un préambule significatif, a été ouverte d'un grand nombre d'adhésions, qui chaque jour s'accroissent. Dans les départements des souscriptions semblables ont été ouvertes et couvertes. La France ne manquera jamais à la noble cause doublement sacrée de la liberté et du malheur.

Un arrêté de M. le préfet de la Corse, en date du 8 courant contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La réunion des électeurs départementaux du canton d'Algaïola pour l'élection d'un membre du conseil d'arrondissement, qui devait avoir lieu le 21 de ce mois, est renvoyée au 28 du même mois. L'assemblée des électeurs départementaux du canton d'Olimi et Cappella, est convoquée pour le 26 de ce mois, à onze heures du matin, dans la caserne de gendarmerie d'Olimi et Cappella, à l'effet d'élire un membre du conseil d'arrondissement, appartenant à la série renouvelée en 1882.

INSURRECTION POLONAISE.

Le nouveau gouvernement, installé à Cracovie, a publié un manifeste à la nation polonaise, où il retrace les souffrances de ses compatriotes, et fait un appel pour une levée en masse dans toutes les parties de l'ancienne Pologne. Le 23, il a rendu un décret qui défend, sous peine de mort, les attaques à la propriété privée et publique, et déclare aussi traître envers la patrie quiconque établirait, sans autorisation du gouvernement, des clubs ou des associations publiques. Nous donnons textuellement ci-après ces deux documents.

Manifeste du gouvernement national de la cause commune polonaise.

A LA NATION POLONAISE.

Polonais ! l'heure de l'insurrection a sonné ! Toute la Pologne mutilée s'élève et grandit. Déjà nos frères du grand-duché de Posen, de la Pologne russe et de la Lithuanie se sont levés et combattent en Russie contre l'ennemi; ils combattent pour leur droit le plus sacré que la loi leur a enlevé par la ruse, comme cela est arrivé et arrive toujours. La fleur de notre jeunesse languit dans les cachots. Nos ancêtres, dont les conseils nous soutenaient, sont livrés au mépris. Les ecclésiastiques sont privés de toute considération. En un mot, quiconque a voulu se dévouer de fait ou d'intention à la cause de la Pologne est anéanti, ou languit dans un cachot, ou est exposé à y être jeté à chaque instant. Les gémissements de millions de nos frères qui périssent sous le knout, dans des cachots souterrains, et qui étaient internés dans le royaume de leurs oppresseurs pour y subir toutes les souffrances que l'humanité peut endurer, ces gémissements ont retenti dans nos cœurs, qui ont été profondément émus. On nous a enlevé notre gloire, on a prosaïté notre langue, ainsi que la croyance de nos pères !

Nos oppresseurs opposent des barrières insurmontables à l'amélioration de notre état social, arment le frère contre le frère, et sèment la calomnie entre les

en l'honneur du Malouin que la troupe, depuis quelques jours, est sur le qui vive. On ne s'en explique pas le motif. Quelques personnes croient que l'on craignait un mouvement de la part des progressistes.

— Pendant que l'hiver en France nous épargne ses rigueurs, et que nous jouissons d'une température printanière, les journaux de l'Amérique du Nord nous annoncent que le froid sévit dans ce pays, et qu'aux environs de Québec il y a quinze pieds de neige sur le sol.

— On écrit de Posen, 14 février : Il est certain que des relations diplomatiques vont s'établir entre la France et le nouveau duc de Modène. Déjà les préliminaires d'un arrangement sont fixés et une note définitive sera prochainement échangée, sur ce sujet, entre les deux cours. C'est aux avis de M. Metternich que le nouveau gouvernement de Modène cède.

— On assure d'après les observations de la commission scientifique de l'Algérie, qu'il est question de créer à Constantine un observatoire météorologique. Cette partie de l'Afrique est très propice aux observations de ce genre.

— Une lettre de Rome porte, que M. le cardinal-évêque d'Arras, est arrivé dans cette ville le 6 février jour anniversaire du couronnement du pape Grégoire XVI. Dès le lendemain, dans la soirée, son Eminence a été reçu en audience particulière par le souverain pontife, qui lui a fait le plus honorable accueil. Le chapeau de cardinal lui a été remis le 12 février, avec toute la solennité accoutumée dans le consistoire public tenu au palais du Vatican. M. le cardinal de la Tour-d'Auvergne a établi sa résidence au convent des Théatins à Saint-André della Valle. Mais les réceptions publiques qui accompagnent la remise du chapeau ont eu lieu à l'ambassade de France. C'est dans les salons de notre envoyé extraordinaire que Son Eminence a reçu pendant trois jours les félicitations du sacré collège, du corps diplomatique, de la prélature et de la noblesse étrangère et romaine.

— On assure que le conseil d'état, après plusieurs refus, et pressé vivement par M. le ministre des finances, a enfin donné son adhésion à un projet d'ordonnance qui, en conformité de l'article 12 de la loi du 17 juin 1840, accorderait la délivrance à l'agriculture du sel mélangé avec un droit de 5 fr. par quintal. Le mélange se ferait avec du son et de la farine de tourteaux. Dans quelles proportions ? Nous ne pouvons le dire.

— On écrit de Posen 14 février.

Aujourd'hui entre une heure et deux de l'après-midi, toute la garnison s'est mise en mouvement, et dans un instant toutes les portes de la ville et les ponts de la Wartha furent occupés par des postes nombreux. Des canons avaient été braqués sur la grande place de l'artillerie; la grande place Guillaume était remplie d'infanterie et de cavalerie, avec deux pièces d'artillerie; des détachements parcouraient les rues, escortant des officiers de police. Le bazar fut occupé, et l'on fit des visites dans plusieurs hôtels. Bientôt on apprit que des Polonais avaient été arrêtés, ainsi que d'autres jeunes propriétaires de la province appartenant à des familles distinguées; il y eut tout quarante arrestations de fait. L'autorité avait publié une proclamation pour engager les habitants à la tranquillité pendant l'exécution de ces mesures extraordinaires. (Presse.)

— Nous lisons dans l'Akkbar du 22 février : On a reçu aujourd'hui à Alger des nouvelles de la colonne commandée par M. le gouverneur-général; ces nouvelles sont du 19 février.

M. le maréchal duc d'Isly avait son quartier-général au pied du Jorjura. L'ex-Emir n'ayant pu parvenir à soulever les Kabyles, et ne trouvant même chez eux qu'un appui fort douteux, avait pris le parti de se retirer. Il avait déjà commencé le mouvement de retraite, dans la direction de Bordj-el-Hamania. On supposait qu'il allait chercher à gagner le sud de la province de Tittery d'où il était parti il y a quelque temps, pour exécuter ses razzias sur les Issers, et ses tentatives infructueuses pour pénétrer dans la Mitidja.

Plusieurs tribus de la Kabylie, de celles qui avaient prêté assistance à Abd-el-Kader, avaient été rudement châtiées.

M. le général Gentil est revenu avec sa colonne au col de Beni-Aïcha, entre la vallée des Issers et la plaine de la Mitidja.

M. le général Yusuf est reparti pour Blidah avec sa cavalerie. Il a laissé son infanterie à M. le général Gentil.

Deux escadrons du 3^e régiment de chasseurs sont arrivés vendredi à Mustapha. Ce détachement était venu de Kéif avec le général d'Arbouville. Ce fait prouve

combien nos relations par terre avec la province de Constantine tendent chaque jour à devenir plus faciles. Il n'y a pas encore bien longtemps, on aurait cru un pareil mouvement impossible, autrement que par une forte division.

A cette occasion, MM. les officiers du 1^{er} de chasseurs ont célébré par un repas l'arrivée de leurs camarades du 3^e.

— D'après un ordre de M. le lieutenant-général de Bar, commandant la division d'Alger, tous les militaires employés dans les administrations civiles, chez les habitants, et les soldats employés au génie, devront rentrer immédiatement à leur corps.

— On écrit de La Haye, le 20 février : La seconde chambre des états-généraux a offert hier un exemple, sinon unique, au moins excessivement rare dans les annales des discussions parlementaires. Une projet de loi présenté et vivement défendu par le gouvernement a été rejeté à l'unanimité de voix. Ce projet de loi était celui réglant la juridiction en fait de contributions. Le ministre qui l'avait présenté était M. Van Nall, ministre des finances.

La séance d'hier a encore été signalée par un incident qui fait aujourd'hui l'objet de toutes les conversations : M. Van-Dam Van Iselt ayant reproché à M. Van Nall, d'avoir écrit à ses subordonnés une circulaire dans des termes inconvenants, le ministre s'est permis de dire que hors de cette enceinte il regarderait cette imputation comme une calomnie. Là dessus M. Vandam-Van Iselt a pris feu et a déclaré que hors de cette enceinte il donnerait suite à l'affaire conformément aux lois de l'honneur.

Les négociations entre la Hollande et la Belgique, paraissent rencontrer plus d'entraves que l'on ne croyait. Du moins M. Mercier, le plénipotentiaire belge a cru ne pas pouvoir continuer les bases dernièrement posées du côté de nos négociateurs. Le représentant belge est parti pour Bruxelles au soir, il ne reviendra à son poste que lorsqu'il sera muni de nouvelles instructions qui, dans l'état précaire où se trouve en ce moment le ministère Belge, tarderaient peut-être à lui être données.

TEATRO DI BASTIA.

PROGRAMMA

della Drammatica Società Toscana, condotta da ALFONSO FRATTI e LORENZO CANNELLI.

La Drammatica, altro non è per se stessa che un ramo di civilizzazione, atta a trarre dal caos dell'ignoranza l'educazione, prima base dei popoli.

Riconosciuto in Francia il vantaggio che trasse la società dall'odierno Teatro, e così i parti dei sommi ingegni spiegarono alle menti, puerili alle scienze.

La Corsica, madre d'ingegni sublimi, produttrice dell'immortale NAPOLÉONE, che al caro un Talma tegevasi, e che calcolava le bisogna dei popoli incoraggiando l'arte del sommo Roscio, più bello un fiore ne sparga sugli allori a Talia.

NAPOLÉONE amava l'arte Drammatica, i Corsi devono amarla del pari; quegli la proteggeva, questi non mentiranno la fama che sulla tromba del vero volò ai popoli inciviliti.

Memore il Canelli della lusinghiera accoglienza con cui altra fiata fu accolto; ora unito all'artista Alfonso Fratti, presenta al vostro saggio discernimento la Comica Troppa non solo, ma un repertorio di Produzioni da cui gran vantaggio trar ne deve la società. Frammezzo a queste, giocheranno commedie con il grazioso Carattere di Stenterello, che con la sua lepidità seppa altre volte rallegrarvi.

Zelo indefesso, nuovi scenarij, vestiario analogo, nulla insomma verrà ommesso onde meritarsi quella stima tanto desiderata.

ELENCO DEGLI ARTISTI.

DONNE.

Prima attrice assoluta, Paolina Conti-Cannelli. Prima donna giovine ed amorosa, Annetta da Caprile.

Servetta e parti brillanti, Adolina Lotti.

Terza amorosa, Marietta Fratti.

Madre e Caratteristica, Maddalena da Caprile.

Amorosa in genere, e prima donna, Irene Scali.

Generica, Maria Scali.

Parti ingenui, e prima da Caprile, Irene Fratti.

Primo attore, Alfonso Fratti.

Primo amoroso, Eusebio da Caprile. Parti brillanti e secondo amoroso, Enrico Orfei. Caratteristi Buffi, Lorenzo Cannelli. Generici, Antonio Tabaroni. Padre nobile e Promiscuo, Francesco da Caprile. Tiranno, Caratteri e Generici dignitosi, Filippo Parducci.

Parti scioecche e Generico, Carlo Conti.

Altro generico Eugenio Fissi.

Per il Carattere toscano di Stenterello, Lorenzo Cannelli.

Poeta. — Rammentatore. — Guardarobba. — Macchinista.

Prezzo del biglietto serale :

In Loggia aperite 1 fr. — In Platea 60 cent. — In Paradiiso 30 cent.

Abbonamento per n° 15 Riceite.

Primo Getto fr. 4.

Scolari ed Operai fr. 2.

Vi saranno delle Logge riservate per quei Signori che le bramassero in affitto. Indirizzarsi da Lorenzo Cannelli suddetto, via del Mercato.



Il a été perdu, le 27 février, sur la route entre Corté et Bastia, une boîte à chapeau en cuir contenant un chapeau et plusieurs autres objets. La personne qui l'a trouvée est priée de la faire remettre au bureau de la diligence, soit à Bastia, soit à Corté, où il recevra une bonne récompense.



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALENTI FRÈRES

Service régulier entre Bastia et Marseille

et entre Bastia et Licorne.

LE COMMERCE DE BASTIA.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 8 mars, à 8 heures du matin.

filles les plus honorables de la patrie. Encore un pas, et la Pologne ne sera plus ! et même il n'y aura plus un seul Polonais ! Nos petits-fils méditeront notre mémoire de n'avoir laissé dans la plus belle partie de la terre que des déserts et des décombres, d'avoir abandonné dans les fers notre peuple guerrier qu'on force à professer un culte étranger, à parler une langue étrangère ! et qu'on a réduit à l'état d'esclavage ! La cendre de nos pères, martyrs des droits de la nation, nous crie vengeance du fond des tombeaux ; les enfants à la mamelle nous demandent de leur conserver la patrie que Dieu nous a confiée ! Les nations libres du monde entier nous invitent à ne pas laisser détruire notre nationalité. Dieu même nous y invite, lui qui, un jour, nous en demanderait compte ! Nous sommes vingt millions, levons-nous comme un seul homme, et aucune puissance ne pourra écraser notre puissance ! Efforçons-nous de conquérir une liberté que l'univers admire ! Constituons une nation où chacun jouira des biens de la terre selon son mérite et sa capacité ; qu'il n'y ait plus de privilèges ! que chaque Polonais enfin trouve pleine garantie pour lui, sa femme et ses enfants ! que celui qui se sentira inférieur par la naissance, l'esprit ou le corps, trouve sans humiliation l'assistance de tous ! Que ceux qui se seront sacrifiés les armes à la main pour la cause nationale obtiennent une indemnité de terre sur les biens nationaux.

Polonais ! dès ce moment nous ne reconnaissons plus aucune différence entre nous ; soyons désormais fils d'une seule mère, de la justice, d'un seul père, de Dieu, dans le ciel ! Invoquons son appui, il bénira nos armes et nous donnera la victoire ; mais pour qu'il exauce nos vœux, ne nous déshonorons pas ; ne traitons pas despotiquement ceux qui nous sont confiés ; n'égorgons pas ceux qui sont désarmés, ceux qui ne pensent pas comme nous, les étrangers ; car nous ne luttons pas avec les peuples, mais avec nos oppresseurs. En signe d'unité, mettons la cocarde nationale et prêtons le serment suivant : — « Je jure de servir la Pologne, ma patrie, de mes conseils, de ma parole » et de mes actes ! Je jure de lui sacrifier toutes mes opinions, ma vie et ma fortune ! Je jure une obéissance absolue au gouvernement national qui a été érigé dans Cracovie, le 22 de ce mois, à 8 heures du soir, dans la maison de Krystoforni, et à toutes les autorités instituées par ce gouvernement ! Ainsi si vrai que Dieu m'est en aide ! »

Ce manifeste sera inséré dans les journaux du gouvernement en feuilles supplémentaires envoyées dans toutes la Pologne et notifié dans toutes les églises du haut de la chaire, et dans toutes les communes par des affiches dans des lieux publics.

Signé : Louis GARZKOWSKI.
Cracovie, 22 février 1846.

Constitution de la révolution.

§ 1^{er}. Le gouvernement de la révolution étant absolu pour toute la Pologne, est responsable envers la nation. — § 2. Quiconque est chargé par le gouvernement ou par une autorité du gouvernement d'exercer un emploi, un commandement ou des fonctions provisoires, doit les exercer sous peine de mort. — § 3. Quiconque, capable de porter les armes, ne se met pas, dans les vingt-quatre heures après la proclamation de l'insurrection, sous les ordres de l'autorité locale, sera traité comme déserteur devant le conseil de guerre. — § 4. Le pillage, les violences, quoique méritées, l'extorsion d'intérêt ou de corvée, la résistance active, l'espionnage, le détournement des deniers publics, ou leur emploi autrement que pour l'intérêt du gouvernement, seront punis de mort. — § 5. Quiconque sans autorisation du gouvernement établirait des clubs ou sociétés, serait considéré comme traître à la patrie. — § 6. Toute commune établira dans son cercle autant de signaux d'alarme qu'il en faudra pour s'entendre avec les communes voisines. Les signaux sont des colonnes ou des perches, entourées de pailles et enduites de poix. La destruction d'une colonne ou tout obstacle à ce qu'elle soit allumée, est puni de peine de mort. Le signal national est la couleur blanche et rouge-pourpre ; un aigle blanc sur fond de pourpre avec les ailes étendues et la tête à droite, dans la serre droite une couronne de chêne et dans la serre gauche une couronne de lauriers. Cet aigle est le sceau de tous les tribunaux et autres autorités de la patrie.

Signés : Louis Garzowski, Jantysowski et Alexandre Grzegorzewski.
Le secrétaire du gouvernement, Charles Grzegorzewski.
Cracovie, 23 février 1846.

— Les journaux allemands et les lettres particulières

confirment l'entrée des troupes des trois puissances protectrices sur le territoire de la république, et l'occupation de la ville de Cracovie.

L'intention des habitants ne paraît pas avoir été d'opposer une résistance quelconque aux forces combinées des trois puissances. En effet, dès le 1^{er} mars, le lendemain de la reprise de Podgorze par les troupes du général Collin, ils avaient enlevé de l'hôtel du gouvernement provisoire le drapeau national rouge et blanc, et l'avaient remplacé par un drapeau blanc. Des parlementaires, choisis parmi les personnes les plus notables de Cracovie, se sont rendus auprès du général Collin pour lui offrir la capitulation de la ville. Le général autrichien a demandé avant tout des otages, la remise des armes et une soumission sans conditions. Pendant ces pourparlers, le corps russe s'avancait par la grande route d'Olkusz, et non d'Olmütz, ainsi que nous l'avons dit hier par erreur, en se dirigeant vers le nord-est de la ville, partie la moins susceptible de résistance. Aussitôt que le général Collin a eu connaissance de ce mouvement, il a ordonné à deux bataillons de traverser le pont et d'entrer à Cracovie, où ils ont pénétré le 3 mars, en même temps que les Russes.

Les insurgés les plus compromis avaient quitté la ville de Cracovie presque aussitôt après la rentrée du général Collin à Podgorze, et avaient cherché à traverser la Vistule ; mais la rive opposée était déjà occupée par les troupes autrichiennes qui étaient venues appuyer le général Collin. Ils se sont rendus alors, le 2 mars, à Neu-Berun, sur les frontières de la Silésie, où se trouvaient les troupes prussiennes. Les trois principaux chefs, les colonels Zborowski et Binski, après une entrevue avec le général de Feldon, ont déposé les armes le 5 mars et se sont mis à sa discrétion. Les insurgés ont livré aux troupes de la Prusse en tout 200 chevaux, mais pas un fusil.

Le corps prussien a franchi le même jour le territoire de la république, et est arrivé le 7 à Cracovie. Nous avons évalué hier la force du corps prussien à 3,000 hommes. Ces corps ayant reçu de nombreux renforts de Breslau, se composera de 7,000 hommes. Le corps russe est de 5,000 hommes, ainsi que le corps autrichien, qui doit rester en grande partie à Podgorze, en face de Cracovie. Le général Collin, depuis sa sortie de Cracovie jusqu'à sa rentrée dans cette ville, n'a reçu que deux bataillons de renfort. Grâce à la ligne stratégique des chemins de fer qui va en ce moment de Bohême jusqu'à Leipzig, l'Autriche pouvait réunir facilement 20 à 30,000 hommes, en trois jours, sur la Vistule. On suppose que les renforts envoyés au général Collin auront été détournés pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans les cercles où les insurgés ont cherché à propager l'insurrection.

— L'Observateur du 7 mars, organe de la chancellerie autrichienne, publie le rapport officiel du général Collin, daté de Podgorze le 3 mars. Le général Rodiger, commandant en chef du corps russe, est entré le premier à Cracovie. Il a occupé le poste principal et les positions les plus importantes au nord-est de la ville. Il a mis aussitôt garnison dans le château, le seul point fortifié de Cracovie, et qui rappelle un fait d'armes célèbre du temps des dernières confédérations polonaises contre les envahissements de la Russie. C'est dans ce château que le brave Vioménil, qui avait remplacé Dumouriez dans le commandement d'un petit corps auxiliaire français en Pologne, s'est renfermé et a soutenu un long siège. Un autre officier français, Choisy, s'y est aussi couvert de gloire. Le général Rodiger a joué un grand rôle dans la dernière guerre de Pologne contre la Russie. Après avoir réuni un corps d'armée composé de soldats des colonies russes du midi, il était venu barrer le chemin de la Volhynie au général Dworki et aux autres généraux polonais qui cherchaient à y pénétrer. Il a occupé déjà Cracovie en 1831, lorsqu'il a poursuivi le corps du général Rozycki, lequel après la prise de Varsovie, a été forcé de se réfugier en Gallicie.

Le comte Wrba, commandant en chef des troupes autrichiennes en Gallicie, a peine arrivé à Cracovie, a eu une entrevue avec le général russe. Les deux généraux en chef ont arrêté les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité dans la ville. On a établi sur-le-champ un état-major commun de la place, et les troupes des deux pays doivent faire alternativement le service dans l'intérieur de la ville. Lorsque les troupes prussiennes seront entrées à Cracovie, où elles ont dû arriver dans la journée du 7 mars, le service sera réparti entre les troupes des trois puissances.

— On écrit de Vienne, à la date du 5 mars, au Journal allemand de Francfort :

« L'ambassadeur français, M. de Flahaut, a fait plusieurs démarches en faveur des insurgés de Cracovie. On y a eu égard, en ce sens que l'on est disposé à accorder une amnistie aux insurgés de Cracovie s'ils se soumettent à temps.

— Nous apprenons, dit une lettre de Berlin du 8 mars, que les trois puissances protectrices maintiendront des renforts de troupes dans les provinces polonaises jusqu'à entière disparition de toute trace de l'insurrection. Les trois puissances traiteront avec une grande douceur les insurgés égarés, mais elles se montreront d'autant plus sévères envers les chefs de la révolte.

On confirme la nouvelle déjà donnée que les 2,500 insurgés, sortis de Cracovie le 3 mars, se sont partagés en deux bandes ; l'une a pris le chemin de la Gallicie, et l'autre s'est jetée dans la Pologne russe.

(Gazette des Postes de Francfort.)

— Quatre-vingt-quatre députés se sont réunis le 10 mars dans un des bureaux de la Chambre pour s'entendre sur un témoignage de sympathie à donner, quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, aux héros des champions de la nationalité polonaise.

Le parti légitimiste y était représenté par cinq ou six membres. On y a remarqué 4 membres du parti conservateur. Tous les autres députés appartenaient à l'extrême gauche, à la gauche et au centre gauche. MM. Thiers et M. Dufaure n'y ont point assisté. M. Dupont (de l'Eure) a été choisi pour président.

Un grand nombre de membres ont pris successivement la parole.

M. Garnier-Pagès a proposé de constituer un comité permanent pour arrêter toutes les mesures à prendre dans l'intérêt de la cause polonaise. Cette motion a été combattue par plusieurs membres et surtout par M. Odilon Barrot, qui n'a pas cru que la nécessité d'un comité permanent ressortit des circonstances de l'insurrection. Cette opinion a prévalu.

Après cette discussion, la réunion a décidé que cette manifestation n'aurait aucun caractère politique, et qu'on se bornerait à choisir une commission pour rédiger un préambule à placer en tête de la liste de ses souscriptions. Cette commission, qui représente toutes les nuances des opinions de la Chambre, se compose de MM. Arago, Odilon Barrot, Lafayette, de Lamartine, de Larcy, de Remilly, Léon de Maleville et Dupont (de l'Eure).

Le préambule est rédigé en ces termes : « Les efforts que la Pologne fait pour recouvrer sa nationalité, dont les titres si solennellement inscrits dans les traités, titres que les Chambres législatives de la France rappellent chaque année à l'Europe par des votes unanimes ; le courage héroïque que déploient ses populations, qui bravent la mort pour la plus sainte des causes ; la pensée douloureuse que de nouveaux martyrs se font en ce moment de leur sang, leur foi dans la puissance du droit ; ces circonstances ont profondément ému la France. Tous les partis, oubliant leurs divisions, se sont confondus dans une même sympathie qui éclate de toutes parts ; les sous-signés, éprouvant le besoin de s'y associer, ont ouvert la souscription suivante. »

Suit la liste des quatre-vingt-quatre députés qui ont assisté à la réunion.

149 députés de tous les partis sont venus ensuite ajouter leurs noms sur la liste des souscriptions qui s'élevait le 12 mars à 6955.

NOUVELLES DIVERSES.

Dépêche télégraphique.

Médail, le 9 mars, à 1 heure 1/2.

Le sept au matin, Abd-el-Kader a rasé les Douaïres, le colonel Camou, vers lequel ils se sont réfugiés, a repris le bétail enlevé par l'ennemi, l'a suivi dans son mouvement de retraite, lui a tué beaucoup de cavaliers, entre autres l'agha Bou-Klika. Le colonel a poursuivi l'ennemi jusqu'au pied du Djebel-Sahari. Le général Yusuf devait arriver sur la ligne de retraite

avec un gros train nombreux et 500 chasseurs ou spahis, appuyés par son infanterie.

(Moniteur Algérien.)

— Une razzia des plus heureuses vient d'être exécutée dans la province d'Oran par M. le général Cavaignac sur la masse des tribus que les nouveaux sultans entraînaient à leur suite. Parti le soir de Sedon avec 800 chevaux et 1,000 hommes d'infanterie dont les saes étaient portés à dos de mulet, il rencontra aux environs du puits de Korbaya les indices d'un passage de population. La cavalerie fit une marche de six lieues, tomba sur cinq douars des Ouled-el-Nahr, et rejeta tout le reste au delà des Chotts. On rallia vers onze heures du soir le camp de l'infanterie en se dirigeant sur ses lieux de signaux. Le retour à Tlemcen s'effectuait péniblement par la pluie et la neige ; il y entra 6 à 7,000 bêtes de prise.

Les opérations sur le territoire marocain ont eu pour résultat heureux de ramener à une parfaite obéissance les Trarras et les Oulassas.

On annonce que plusieurs fractions de tribus émigrées appartenant aux Beni-Amr, aux Angades, manifestent l'intention de rentrer sur leur territoire. Il paraît qu'on ne veut employer aucune mesure coercitive pour les y décider ; la misère suffira sans doute.

— Les nouvelles de l'est sont toujours favorables : à Bone, calme profond ; à Constantine, même état ; dans la subdivision de Sciff, retour progressif à la sécurité qui avait un moment compromise l'apparition d'Abd-el-Kader du côté de Hodna.

Le général d'Arbouville a dû prendre le commandement de la colonne réunie depuis le 25 février sous les ordres du colonel Herbillon. Il partira le 12 pour les Ouled-Nayl avec le Cheik-el-Arab et Si-Mokran.

Pour combler le vide formé par son absence, le lieutenant-colonel Dumontel doit rentrer dans la Médjana. (Moniteur Algérien.)

— En arrivant au Fondouck, où étaient réunies toutes les troupes destinées à prendre part à la nouvelle expédition, M. le maréchal gouverneur-général les a divisées en trois colonnes.

M. le Maréchal, après avoir donné ordre à tout, s'est mis en mouvement le 6 ; le 7 il est arrivé au pont de Beni-Iliou, qu'il a quitté dimanche 8, se dirigeant, assure-t-on, vers les Ouled-el-Aziz.

— Jeudi dernier, 5 mars, Abd-el-Kader présidait sur l'Oued-Boghni une assemblée de Kabyles pareille à celle du 28 février. Les serments de guerre sainte y ont été renouvelés, ainsi que la promesse d'obéissance envers Si-el-Houssin-Ouled-Cheik-el-Arab, fils d'un marabout influent. L'ex-émir s'est ensuite porté au sud pour aller recueillir des approvisionnements ou tenter quelque coup de main, et le bruit a couru qu'un marabout de l'est, appelé Bel-Harouch, lui amenait 500 cavaliers Bel-Rassef et Taieb Ben-Salem sont restés parmi les Kabyles, afin d'entretenir leur zèle.

Toutefois, il n'y a sur la rive droite du Sebou que les Ouled-Saïb qui se soient fait représenter à la réunion : les Flett-el-Bahar sont indécis et agités. Les deux agas, Allal et Hamdani correspondent avec nous de leur point de refuge, situé chez les Ftittas ou Mellil. Un certain nombre de tribus a émigré sur des territoires voisins ; ce sont : les Beni-Thour à Dellys, les gens de Taorga et Borj-Sebaon chez les Beni-Onaguenou ; les Issers, partie à Dellys, partie à Bouberrak ; et leur caïd Ben-Gennan aux Beni-Aïcha ; néanmoins, il y a dans les environs de gros villages dont les habitants n'ont pas bougé. L'approche du maréchal fortifiera la résolution de ces derniers, en même temps qu'elle relèvera le courage des autres.

Le colonel Pellissier se rapproche d'Alger, d'où il compte tirer ses vivres : il était le 4 mars à Melab des Ouled-Aziz. Il commença à vider les silos sur le territoire des Mettemens, Nez-Iouias et Snadjas qui sont en fuite. Un chef de la première tribu, Si-Siat, est venu à son camp parler de soumission.

— M. le duc d'Aumale a quitté Paris le 11 mars à huit heures, pour se rendre à Toulon où S. A. R. s'embarquera pour l'Afrique.

Le prince était accompagné de S. R. A. le duc de Saxe-Cobourg, son beau-frère.

L. L. A. R. sont attendus à Toulon le 14 et à Alger le 17.

L'état-major de M. le duc d'Aumale se compose de MM. le lieutenant-colonel baron Jamin, son aide-de-camp, le marquis de Beaufort d'Hautpoul, le comte Pajol et le capitaine d'état-major Doucet, ses officiers d'ordonnance.

— Un avis du ministère des finances préviendra prochainement le public du jour où commencera l'opération du change, à la monnaie de Paris, par le retrait de la circulation des pièces de 15 et de 30 sous.

Ces pièces représentent une valeur de 40 millions de francs, sur laquelle 15 millions sont déjà revenus à la Banque de France, et les données fournies par l'expérience permettent de croire que 5 millions au moins seront perdus, dénaturés et passés à l'étranger.

Comme on voit, l'opération qui reste à faire ne roulera guère que sur une valeur de 25 millions de francs.

— On fait actuellement, à l'école vétérinaire de Lyon, des expériences à l'effet de prévenir la communication de l'hydrophobie et de guérir cette redoutable maladie. Les premiers essais du moyen proposé par une personne étrangère à l'école ont donné les résultats suivants : on a fait mordir cinq chiens par un autre chien chez lequel la rage était bien constatée ; puis, au choix de MM. les professeurs, on a soumis trois animaux mordus au traitement proposé. Ces trois animaux ont été préservés de la rage, tandis que le mal s'est déclaré avec violence chez les deux autres, le premier et le cinquième, qu'on avait livrés à leur état, et qui sont morts dans les convulsions de l'hydrophobie. Il serait bien à désirer que des expériences répétées et parfaitement concluantes puissent faire reconnaître l'efficacité du traitement indiqué. Le zèle et l'habileté des professeurs de l'école ne manqueront pas de fournir, à ce sujet, toutes les lumières qu'on attend de leurs études.

— La commission des prisons a eu au ministère de l'intérieur plusieurs séances. Le projet Tocqueville y a été l'objet d'un examen approfondi. On ne pense pas qu'il soit discuté cette année à la chambre des pairs. Le gouvernement semble reculer devant l'énormité des dépenses qu'il entraînerait aussi bien que devant le fond du système. On sait aussi qu'un grand nombre de cours royales y sont opposées.

— Les bureaux de la Chambre des Députés ont examiné la proposition de M. Gasparin relative aux conditions d'admission dans les emplois publics. Quelques observations ont été présentées sur le fond comme sur les diverses dispositions de cette proposition. La grande majorité des bureaux, tout en reconnaissant qu'il serait à désirer que des conditions d'admissibilité fussent introduites dans les administrations où elles n'existent pas, a pensé qu'il importait surtout que le pouvoir ministériel, responsable, pût conserver une grande liberté dans le choix de ses agents.

— Nous lisons dans l'Echo d'Orient du 27 février : Les nouvelles du Liban sont de plus en plus satisfaisantes. Le bateau à vapeur anglais l'Hécla venu mardi dernier de Beyruth, avec des dépêches pour S. Exc. sir Stratford Canning, confirme tout ce que nous avons annoncé précédemment sur la tranquillité de la Syrie et sur la marche que suivent les affaires de la montagne. Les nouvelles autorités font preuve de tant de zèle et d'impartialité, que la confiance renaît partout. Les populations druse et chrétienne de Der-el-Kamar, ont donné une grande preuve de leur confiance dans l'administration actuelle et de leurs bonnes dispositions en faveur de la Porte, car elles ont adressé une demande collective pour être administrées, dorénavant, par un gouvernement turc.

— On annonce l'arrivée prochaine en France de M. Levasseur, consul général à Haïti. Il est, dit-on, appelé par le gouvernement pour donner des explications sur les faits qui se sont passés, afin de mettre le ministère à même de prendre un parti dans cette affaire.

— Un grand nombre de Polonais ont quitté Paris depuis 5 jours, afin de se rendre dans les provinces insurgées. Ils emportent une première somme d'argent, produit des quêtes ouvertes en France et destinées à acheter des munitions et des objets d'équipement.

— Tout en protestant de son amour pour la paix, l'Angleterre prépare sans bruit de formidables arme-

ments. Dans les premiers jours du mois d'avril prochain, une flotte sera organisée à Portsmouth, sous le nom d'évolution. Elle sera composée du Saint-Vincent, de 120 canons ; Trafalgar, de 120 ; Queen, 110 ; Rodney, 92 ; Albion, 90 ; Canopus, 81 ; Vanguard, 80 ; Superbe, 80 ; Raleigh, 59. Ce dernier bâtiment est une frégate neuve, allant à la mer pour la première fois.

Il y aura également, en bâtiments à vapeur, une escadre d'évolution ; on ne dit pas si les deux flottes navigueront de conserve.

Le premier lord de l'amirauté doit incessamment visiter la frégate à vapeur de 23 canons Terrible, de 800 chevaux. Ce bâtiment est sur le modèle de la frégate la Retribution ; mais ses chaudières étant tubulaires, on considère ses capacités comme doubles de celles de sa rivale.

— Nous lisons dans la Sentinelle de Toulon : Nous pouvons annoncer, comme un fait positif, l'arrivée sur notre rade, pour les premiers jours du mois prochain, d'une escadrille russe, composée du vaisseau de ligne l'Angermanland, à bord duquel se trouve un vice-amiral et S. A. I. le grand-duc Constantin, second fils de l'empereur Nicolas, d'une corvette, d'un brick et d'un bateau à vapeur.

Le poste consulaire russe, vacant dans notre ville depuis deux ans, vient, dit-on, d'être accordé définitivement à M. Aube, négociant.

— Tandis que chez nous on songe à mettre un impôt sur les chiens, on vient en Prusse de frapper d'une taxe les oiseaux. Une ordonnance dispose que, afin de prévenir la diminution des rossignols en plein air (sic), il sera payé par an, pour chaque rossignol tenu en cage, une taxe de 10 thalers (40 francs) ; que cette taxe sera perçue à partir du 1^{er} juillet prochain, et que toute personne qui aurait, ou qui à l'avenir mettrait en cage ce genre d'oiseaux, doit en faire la déclaration à la police dans un délai de quinze jours ; faute de quoi le contrevenant serait condamné à une amende de 30 thalers (120 francs), et, dans le cas où il ne pourrait l'acquitter, à un emprisonnement dont la durée serait fixée, selon les circonstances, de quinze jours à deux mois.

— Il paraît que le gouvernement se propose de prendre des mesures sérieuses au sujet de la correspondance du Levant. On va employer pour ce service les meilleurs marcheurs de notre marine à vapeur et en renouveler des traités avec plusieurs états de l'Italie pour le transport des correspondances.

— Le Moniteur publie une ordonnance royale du 2 mars, portant que le droit sur les sels fixés à 3 décimes par kilog. est réduit à 5 c. par kil., pour les sels destinés à l'alimentation des bestiaux sous la condition que les sels seront mélangés aux sels intéressés à leur choix dans les proportions indiquées ci après :

1^{er} mélange : pour 2 litres d'eau et 2 hectolitres ou mètre de recoupe.

2nd mélange : pour 10 kilog. de sel en poudre, 10 d'eau, 4 kilog. de farine de tourteaux de graines oléagineuses, et 2 hectolitres ou 40 kilog. de son ordinaire ou mètre de recoupe.

Les sels ainsi mélangés ne pourront être expédiés qu'avec des acquits à caution.

— Une décision du roi du 24 février dernier rendue sur la proposition du ministre des finances, sous le rapport de leurs droits à la retraite, les employés mis hors de service par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, en portant secours dans une incendie, une inondation, un naufrage, ou en exposant leurs jours pour sauver la vie d'un de leurs concitoyens, à ceux qui sont blessés et mis hors de service par le résultat d'une lutte soutenue contre des fraudeurs et des rébellions. Ces employés pourront obtenir en conséquence, quelle qu'ait été la durée de l'ordonnance réglementaire du 12 janvier 1835, une pension fixée à la moitié de leur dernier traitement d'activité, et qui sera réversible sur les veuves et enfants mineurs.

— On écrit de Posen, 22 février : M. Dombrowski, évêque suffragant de Gnesen et Posen, vient d'être conduit dans la forteresse de Grandtzen comme prisonnier d'avoir favorisé les menées politiques récemment découvertes. Cette arrestation a occasionné une grande effervescence parmi les catholiques, et il est à désirer que l'évêque soit promptement mis en liberté, autrement nous aurions peut-être la douleur de voir éclater de nouveaux troubles religieux. Le 14 le jeune comte Louski avait échappé aux recherches de la police ; aujourd'hui avant midi son père l'a livré au président de la police probablement pour obtenir la liberté de

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRINX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La question des quarantaines intéresse particulièrement les ports de mer; c'est surtout par mer que la peste a été le plus souvent importée, de là aussi les nombreuses et minutieuses précautions qui ont été toujours prises contre l'introduction possible d'un fléau aussi épouvantable. Mais il est arrivé qu'à force de vouloir prendre des mesures préventives, on a souvent dépeché le but raisonnable et que, sans obtenir les garanties de sécurité, on a créé de graves entraves au commerce et aux voyageurs. De là aussi, de nos jours, une réaction énergique a eu lieu contre les mesures sanitaires préconisées par les règlements, mesures que l'on ne croit plus fonder ni en droit ni en fait. On a parlé de supprimer certaines quarantaines, d'en diminuer d'autres, et de réduire les voies préventives à ce qu'elles pouvaient avoir de sérieusement efficaces. Une ordonnance royale a, dans ces derniers temps, donné satisfaction aux réclamations fondées de la science et de l'expérience.

Toutefois cette ordonnance a soulevé de vives préoccupations et des inquiétudes, que nous ne saurions blâmer, même dans leur exagération évidente. Quand il s'agit d'un mal si affreux que la peste, il est permis d'hésiter, de se rendre et de ne pas abandonner volontiers des précautions qui, seraient-elles inutiles, rassureraient cependant l'opinion publique. Aussi, quand il s'est agi à Bastia d'exécuter la nouvelle ordonnance sur les quarantaines, la Commission Sanitaire de cette ville a donné sa démission, ne voulant pas assumer sa part de responsabilité des événements qui pourraient surgir. Le devoir du gouvernement était donc de provoquer de nouveaux éclaircissements, d'ouvrir de nouvelles enquêtes, qui pourraient, par l'autorité morale et scientifique des juges, rassurer les esprits et donner gain de cause aux réformes et aux améliorations introduites dernièrement par l'ordonnance dont nous parlons. L'Académie royale de médecine de Paris avait été saisie de cette importante question par M. le ministre du commerce. Elle a nommé une commission composée de onze membres qui, après un examen approfondi, ont soumis à l'Académie leur travail, dont les conclusions peuvent être résumées dans ces neuf axiomes pour ainsi dire, que nous empruntons à un journal de Paris.

1^{er} La peste est endémique en Egypte, en Syrie et en Turquie.

2^e La peste se développe spontanément sous l'influence des causes locales et atmosphériques.

3^e La civilisation peut seule empêcher le développement de la peste spontanée, soit endémique, soit épidémique.

4^e Souvent la peste se présente sous la forme des maladies épidémiques.

5^e La peste se propage par l'air et non par le contact; donc la peste n'est pas contagieuse.

6^e Les hardes, les effets et les marchandises ne transmettent pas la peste par le contact et ne forment pas de foyers d'infection.

7^e Les pestiférés seuls peuvent former des foyers d'infection et transmettre ainsi la peste par l'air.

8^e Les foyers d'infection, à bord, sont formés par les pestiférés seuls.

9^e La période d'incubation de la peste n'a jamais dépassé huit jours.

Ces conclusions sont importantes et décisives. Elles tranchent ce nous semble, toutes les difficultés, comme elles doivent rassurer tous les esprits. Le régime des quarantaines devient donc dès lors abusif, si un navire demande l'entrée dans un port, après une traversée exacte-

ment constatée de huit jours, sans avoir relâché sur aucun point douteux, et sans qu'aucun cas de peste ne se soit manifesté dans cette période de huit jours à bord. Le commerce et les voyageurs n'auraient donc qu'à s'applaudir des conclusions aussi rassurantes et qui abrégeraient de beaucoup les lenteurs des voyages de long cours et qui feraient disparaître les abus si long-temps signalés et auxquels le gouvernement s'est efforcé d'apporter un terme.

Une nouvelle révolution vient de s'accomplir en Espagne, ce pays de l'imprévu, ainsi qu'on l'a nommé à si juste titre. Au moment où le nouveau cabinet de M. Miraflores, qui avait remplacé, il y a quelques jours à peine, le cabinet Narvaez obtenait l'adhésion la plus complète des Cortes, ce cabinet a succombé tout-à-coup et le général Narvaez, qui avait donné sa démission, est revenu aux affaires, avec de nouveaux collègues. Cette petite révolution de palais qui ne s'explique par aucune cause sérieuse, déjà assez fâcheuse par elle-même, puisqu'elle compromettrait l'avenir du gouvernement constitutionnel en Espagne, le devient bien plus par les premiers actes du nouveau cabinet. Ainsi les Cortes sont suspendues, et seront probablement dissoutes, mais ce qu'il y a de plus inquiétant, c'est l'air de l'Espagne d'après les autres pays, et ce serait peut-être téméraire, la liberté de la presse est presque détruite, car la pénalité dont on la menace est si forte, que les conditions de vie, qu'on lui laisse, équivalent à un arrêt de mort. C'est ce qu'on comprend plusieurs journaux de Madrid, qui ont déclaré à leurs abonnés qu'ils suspendraient leurs publications. En outre le duc de Valence s'est entouré d'hommes violents et connus par leurs emportements, d'hommes dévoués jadis à la cause du pouvoir absolu. Nous craignons bien que le général Narvaez ne se trompe dans sa tentative de contre révolution et qu'il ne prépare à son pays de nouvelles agitations et de nouveaux maux, et cela au moment où les esprits paraissent calmes, où une administration sage s'occupait sérieusement de donner au pays les améliorations, dont il avait si besoin. Le général Narvaez paraît compter beaucoup sur l'armée; mais ce n'est là un appui sérieux et durable qu'autant qu'on a l'opinion publique pour soi, c'est-à-dire quand on n'est pas dans la dure nécessité d'avoir recours à son aide. Cela est peut-être plus vrai en Espagne qu'ailleurs, ainsi que l'ont prouvé les révolutions qui ont tour-à-tour, depuis quinze ans surtout, agité et bouleversé ce malheureux pays.

COUR D'APPEL DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER JOURDAN.

Audience du 6.

Il y a quelques années, l'abbé Vignali, ancien aumônier de l'Empereur, était assassiné à Bisinchi, au moment où il paraissait à sa fenêtre. — On accusa de ce crime horrible un jeune homme de 18 ans, Alexandre Canace qui fut acquitté de l'avis du ministère public lui-même. La famille de la victime qui avait pensé assouvir de vieilles rancunes, dans l'accusation dirigée contre Canace, fit de nécessité vertu : elle sembla accueillir avec quelque satisfaction apparente, le verdict de non culpabilité : car, disait-on à la veille, nous le savions innocent, et pourtant nous lui avons fait subir un emprisonnement préventif.

Le frère d'un redoutable contumax, d'un sicario condamné à mort, Antoine-Marie Luccioni, habitait la commune de Bisinchi. Vers la fin de 1842, ce Luccioni dit le Rosso, devint l'inséparable de Pierre-François Giannettini, neveu de l'abbé Vignali; cette intimité entre deux personnes de position sociale si différente devait bientôt s'expliquer. — Le soir du 31 décembre 1842 Giannettini et Luccioni pénétrèrent dans la maison Canace, font feu de leurs pistolets, et Fior-

dispina Canace, jeune fille de 16 ans, frappée d'une balle à la tête, expire sans proférer une seule parole. Luccioni est à la merci de ceux qu'il a si témérairement attaqués. Généreux jusqu'à l'imprudence, Canace paraît défier à ses enfants de faire le moindre mal au Rosso qui est resté en leur pouvoir. Alexandre et Ange-Pierre Canace, quoique blessés de plusieurs coups de silex, sont forcés de se résigner, attendant de la justice une éclatante réparation.

Traduit aux assises Giannettini et Luccioni n'ont été condamnés qu'à 2 ans de prison!!! — Luccioni avait subi sa peine : renvoyé à Bisinchi, il n'avait pas eu à se plaindre de la famille Canace. Cependant, le 18 novembre dernier, Luccioni et Ange-Pierre se rencontrèrent à l'entrée du village, dans une rue fort étroite : ces deux ennemis ne purent s'éviter (c'est l'expression de M. le président de la cour d'assises) : une détonation se fait entendre, et Luccioni, blessé à la figure, tombe et se relève presque aussitôt, tenant son pistolet à la main.

Traduit aux assises, sous l'accusation de tentative de meurtre, Ange-Pierre Canace prétend n'avoir tiré sur Luccioni que lorsque celui-ci avait déjà sorti un pistolet de sa poche : la rue était étroite, impossible de fuir : en présence de l'assassin de sa sœur, Canace a craint pour ses jours, il a fait feu à bout portant sur son adversaire armé. Présenté par M^{re} Montero, d'abord et par M^{re} D. Gavini ensuite, ce système est combattu par M. le premier-avocat général : loin de trouver la légitime défense dans les faits de ce procès, M. D'Aiguy n'y trouve même pas l'excuse de la provocation.

Reconnu coupable de tentative de meurtre, commis à la suite d'une provocation violente, et avec le concours des circonstances atténuantes, Canace a été condamné à 4 ans de prison.

Quelque respect que l'on doive aux décisions de la justice, l'on ne peut cependant se défendre d'un simple rapprochement : Luccioni avait pénétré dans la maison Canace, il avait fait feu sur une femme, il l'avait tuée.... Luccioni n'a été condamné qu'à 2 ans de prison. — Canace rencontre l'assassin de sa sœur, il ne peut l'éviter, il tire sur son adversaire armé, il ne fait que le blesser, et cependant Canace est condamné à 4 ans!!!

Audience du 7.

De toutes les populations de l'île, celle du Cap est la plus active, la plus laborieuse. Pendant que le mari travaille aux champs, la femme étale sur notre marché les fruits les plus beaux et les plus précoces, le lait le plus pur et le plus frais, le fromage le plus blanc et le plus appétissant : il n'est pas jusqu'aux fleurs, qui ne deviennent, pour nos capocoraines, une ressource assez lucrative.

Malheureusement, ce qu'elles amassent péniblement dans le courant d'une année disparaît quelquefois en quelques minutes : la femme Franchi de San Martino ne le sait que trop.

Au mois de novembre dernier, elle retournait de Bastia, lorsqu'elle s'aperçoit que l'on a pénétré dans son domicile : un petit coffre avait été ouvert et une somme de 100 fr. qui y était contenue, avait disparu. Grande fut la douleur de la femme Franchi : elle court aussitôt en informer son mari, et tous deux reviennent au village, où ils apprennent que François Anziani, jeune homme déjà mal famé dans la commune, avait, quelques moments auparavant, rôdé autour de la maison Franchi : quelques témoins assurent même avoir vu le jeune Anziani sortir de cette maison. Jean Franchi se rend immédiatement aux champs où travaillait Anziani père, il fait part à ce vieillard du vol dont il vient d'être victime, et demande à fouiller la jeune François qui fuit presque aussitôt. Ce n'est que trop vrai, s'écrie Anziani père : malheureux ! c'est

son oncle qui a été incarcéré pour avoir favorisé son évasion.

— Le prince Adam Czartoryski, président de l'ancien gouvernement national de Pologne, vient de publier une réponse à la note de M. de Boutenleff, ministre de Russie. Nous donnons de cette réponse l'extrait suivant :

« Maintenant, voici un acte officiel du gouvernement russe qui nie sans distinction tout ce qui a été raconté par l'abbé Miczyński, et le qualifie d'imposture. Et pour preuve, qu'a-t-on imaginé ? En présence des mille voix de la presse, qui, toutes à l'unisson, ont reproduit ce récit, on s'attaque à un seul entre tous, à un journal polonais, publié à Paris, intitulé le *Trois Mai*. Pourquoi cette préférence ? C'est que, seul entre tous, ce journal, en donnant au mois de septembre dernier la première nouvelle de l'évasion de la sœur Miczyńska, dit que cette sœur et ses compagnes avaient été expulsées d'un couvent situé à Kowno. Dans son numéro suivant, l'erreur d'impression fut rectifiée, le nom de Minsk fut mis en place de celui de Kowno.

« Or, c'est contre cette assertion du journal le *Trois Mai*, qu'a la note russe persiste à s'attaquer. Elle dénonce comme un affreux mensonge ce qui n'est soutenu par personne. Et, tandis que les journaux de l'Europe, et toutes les publications sur ce sujet, ont invariablement parlé du couvent de Minsk, la note de Russie ne prononce pas le même nom de cette ville; elle se borne à affirmer que jamais couvent de Basilicennes n'a existé à Kowno.

« Une pareille distraction dans une pièce officielle mûrie si longuement, dispense d'en relever les autres assertions. Les dénégations qui ont rapport aux habitudes de la Russie et de son gouvernement ne sont guères conformes à ce que racontent à l'Europe tous les voyageurs qui en reviennent. Il en est qui sont démenties par les rapports admis comme authentiques au nombre des pièces jointes à l'allocution du pape sur la Pologne, publiée en 1842. Quant au récit de l'abbé de Minsk, partout où elle a été entendue de sa bouche à Posen, à Paris, à Rome, où elle a paru devant les plus hautes autorités ecclésiastiques, il a invariablement inspiré une confiance absolue, et le respect pour la martyre. Le temps, on n'en saurait douter, fournira des preuves matérielles de sa rigide véracité. Toutefois, quand il est question de ce qui se passe sous la domination russe, il est nécessaire de se souvenir que les témoignages venant de ce pays, mettent dans le plus grand danger, la vie et la liberté du témoin, sans atteindre aucunement le prévenu. »

Zurich, 10 mars. — La feuille du gouvernement contient aujourd'hui ce qui suit :

Projet de loi contre les menées communistes.

« Le grand conseil, prenant en considération les dangers qui naissent de la propagation des principes connus sous le nom de communisme, pour l'inviolabilité de la propriété et la tranquillité et le bien-être de l'Etat, conformément au paragraphe 15 de la Constitution, ordonne ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Il est défendu de justifier publiquement le vol ou tout autre crime, ou d'exposer une classe de citoyens aux attaques d'une autre classe, en excitant des haines ou des attaques contre l'inviolabilité de la propriété et l'ordre de choses existant.

« Art. 2. Les contrevenants seront passibles d'une amende de 1,500 fr. et d'un emprisonnement de deux ans.

« Art. 3. Cette peine sera régie par les prescriptions du code pénal et sera proportionnée au degré d'excitation et à la gravité du danger pour la sécurité légale.

« Art. 4. Lorsque les actes désignés à l'article 1^{er} auront entraîné des violations de divers droits, on appliquera les peines portées par la loi pour les cas de concours de délits.

« Art. 5. Le jugement de ces crimes appartiendra au tribunal criminel de première instance. Le conseil exécutif est autorisé à défendre les journaux paraissant hors du canton qui ont la tendance spécifiée à l'article 1^{er}, jusqu'à ce qu'une personne domiciliée dans le canton en ait pris la responsabilité et fourni la caution prescrite par l'article 271 du Code pénal.

« Art. 6. Les associations ayant pour but de favoriser les actes de l'article 1^{er} doivent être dissoutes par la police, et les étrangers qui y prendraient part seront renvoyés du canton.

« Art. 7. Le conseil exécutif est chargé de l'exécution de la présente loi. »

VENTE AUX ENCHÈRES.

Cette vente pour cause de départ aura lieu le 24 du courant à 11 heures du matin, maison Cecconi, chez M. le Commandant Denest, sur la mise à prix de l'estimation faite par MM. Ramaroni, entrepreneur, et Bartoli, huissier.

SOUS CHARGE A MARSEILLE.

Pour Saint-Thomas et le Mexique partira le 19 Avril prochain ayant une grande partie de son chargement assurée, le navire français à trois mâts *Victorieux* de 113 tonneaux de jauge, ayant des aménagements très commodes pour les passagers, sous le commandement du capitaine Levallou.

Pour fret et passage, s'adresser à M. Guis Courtier, bureau Place Royale n° 6.



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Licorne.

LE COMMERCE DE BASTIA.
Partira de Bastia pour Marseille dimanche, 22 mars, à 8 heures du matin.

VOYAGE DE JOUR EN 15 HEURES
Compris les relâches.

Un bateau à vap. de la Compagnie Valéry Frères partira de Bastia pour Ajaccio le 4 avril prochain à 5 heures du matin; il relâchera à l'île-Rousse et Calvi et arrivera à Ajaccio le même soir.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 6 à 7 heures du soir, et relâchera de même à Calvi et l'île-Rousse.

TEATRO DI BASTIA.

Per la sera di Sabato 21 Marzo 1846.
TRIPLICE STRAORDINARIO SPETTACOLO

A BENEFIZIO DEL PRIMO ATTORE
ALFONSO FRATI

Si rappresenterà
SAMPiero CORSO

Propugnatore magnanimo e Martire
della patria Libertà.

A LA LIBRAIRIE FABIANI.

MAISON RUSTIQUE

DU XIX SIÈCLE.

Encyclopédie d'Agriculture pratique,

CONTENANT

Les meilleures méthodes de culture usitées particulièrement en France, en Angleterre, en Allemagne et en Flandre; — tous les bons procédés pratiques propres à guider le petit cultivateur, le fermier, le régisseur et le propriétaire, dans l'exploitation d'un domaine rural; — les principes généraux d'agriculture, la culture de toutes les plantes utiles; — l'éducation des animaux domestiques, l'art vétérinaire; — la description de tous les arts agricoles; — les instruments et bâtiments ruraux; — l'entretien et l'exploitation des vignes, des arbres fruitiers, des bois et forêts, des étangs, etc.; — l'économie, l'organisation et la direction d'une administration rurale; — enfin la législation appliquée à l'agriculture;

TERMINÉE

PAR DES TABLES MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE,

par la liste des figures et celle des abréviations et ouvrages cités;

COURS ÉLÉMENTAIRE, COMPLET ET MÉTHODIQUE

D'ÉCONOMIE RURALE,

Avec plus de 2000 figures représentant tous les instruments, machines, appareils, races d'animaux, arbres, arbustes et plantes, bâtiments ruraux, etc.,

Rédigé et professé

Par une réunion d'Agronomes et de Praticiens appartenant aux Sociétés agricoles de France,

sous la direction

De M. MALPEYRE aîné,

De la Société centrale d'Agriculture.

5 volumes grand 8° à 2 colonnes, au lieu de 45 fr. — 35 francs.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.